

# CONNECTIONS

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL EUROPÉEN

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

- **LE NOUVEAU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL DE L'UE**
- **LA RÉPONSE DE L'UE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19**
- **LES NOUVEAUX GROUPES THÉMATIQUES DU REDR**

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- **LES ZONES RURALES POURRAIENT-ELLES TIRER PROFIT D'UNE TERMINOLOGIE «ALTERNATIVE»?**
- **LES FEMMES, AGENTS D'INNOVATION SOCIALE DANS LES ZONES RURALES**
- **RURITAGE – LE PATRIMOINE AU SERVICE DE LA REVITALISATION DES ZONES RURALES**

À LA UNE...

## LES RURAL INSPIRATION AWARDS 2020



## LE RÉSEAU EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui met en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres en favorisant l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant l'échange d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a mis en place un Réseau rural national (RRN) qui rassemble les organisations et les administrations actives dans le développement rural. À l'échelon de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour d'autres informations sur le REDR, visitez le site: [https://enrd.ec.europa.eu/home-page\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/home-page_fr)

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Numéro gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

**Directrice de la publication:** Neda Skakelj, cheffe d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne.

**Rédactrice en chef:** Elena Di Federico, chargée des publications, point de contact du REDR.

Manuscrit achevé en janvier 2021. Version originale rédigée en anglais.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<https://ec.europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2021

Print ISSN 2443-7336 KF-AN-20-002-FR-C

PDF ISSN 2443-7395 KF-AN-20-002-FR-N

© Union européenne, 2021

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Les informations et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne. La Commission ne garantit pas l'exactitude des données qui y figurent et ne peut pas non plus être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans cette publication.

*Printed by Imprimerie Bietlot in Belgium*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet de l'Office des publications de l'Union européenne: <https://op.europa.eu/fr/publications>

## Remerciements

**Auteurs:** John Grieve, David Lamb, Marianne Geater, Silvia Baralla.

**Mise en page:** Benoit Goossens (Tipik)

Photo de couverture © Pexels

# SOMMAIRE

## 3 ÉDITORIAL

### ACTUALITÉS & MISES À JOUR

#### ACTUALITÉS DU REDR

- 4 Partagez votre histoire rurale
- 5 Nouveau portail d'information « La PAC de l'après-2020 »
- 5 Les nouveaux groupes thématiques du REDR
- 8 Les Rural Inspiration Awards 2020
- 9 LEADER
- 10 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> réunions des Réseaux ruraux nationaux
- 11 Actualités des organes de gouvernance
- 12 Nouvelles de la Mission d'Appui à l'Évaluation

#### ACTUALITÉS DE L'UE

- 13 Nouvelles du PEI-AGRI
- 14 Cadre financier pluriannuel de l'UE 2021-2027 et Next Generation EU
- 14 PAC : période de transition et cadre juridique futur
- 15 Réponse de l'UE face à l'épidémie de COVID-19

### QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- 17 Les zones rurales pourraient-elles tirer profit d'une terminologie « alternative » ?  
Dave Odegard et Maja Svensson, Svengard & Co.
- 19 Améliorer la diversité dans l'agriculture européenne grâce à l'inclusion des femmes  
Sally Shortall
- 21 Les femmes, agents d'innovation sociale dans les zones rurales  
Cristina Dalla Torre et Elisa Ravazzoli
- 23 RURITAGE – Le patrimoine au service de la revitalisation des zones rurales  
Simona Tondelli



8



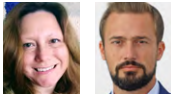
14



17



23



**25** Promouvoir les communautés locales d'énergie dans les zones rurales

Cynthia Echave et Danilo Čeh



**27** Reconnaître la contribution essentielle des petites exploitations à la sécurité alimentaire

Nevena Alexandrova, Giulia Palestini et Sandra Šumane



**29** Un haut débit plus rapide pour les zones rurales

Jan Dröge

## À LA UNE... LES RURAL INSPIRATION AWARDS 2020

### INTRODUCTION

**31** Rural Inspiration Awards 2020

### REPORTAGE

**32** Faire le lien entre l'environnement, la réforme de la PAC et le pacte vert pour l'Europe

### RURAL INSPIRATION AWARDS 2020

**34** Finalistes et lauréats

### REPORTAGE

**38** Réseaux ruraux nationaux, bioéconomie et changement climatique : le point



31



32

## 43 OUVRAGES & PUBLICATIONS





## ÉDITORIAL



Le Point de contact du REDR vous souhaite une excellente année 2021 !

La pandémie de COVID-19 qui a dominé l'actualité en 2020 a fait l'effet d'une véritable onde de choc dans le monde entier, emportant un nombre effarant de vies et faisant voler en éclats une bonne partie de nos routines quotidiennes et bon nombre de nos certitudes. Si l'Europe est encore aux prises avec cette crise, les récents nouveaux vaccins sont à présent porteurs d'espoir.

Dans les zones rurales, la pandémie a encore exacerbé une série de difficultés et problèmes, tels que l'accès limité aux services et la fracture numérique. Au début de la crise sanitaire, les producteurs du secteur primaire et les chaînes d'approvisionnement alimentaire ont peiné à préserver la sécurité alimentaire malgré l'urgence, mais ils se sont révélés à la hauteur du défi. Les zones rurales se sont en outre senties davantage en sécurité que les villes surpeuplées, et leurs habitants ont montré leur force ainsi que leurs capacités de réaction et d'adaptation. Notre page **Réponses rurales à la crise du COVID-19** (voir page 4) présente des bonnes pratiques dont d'autres acteurs ruraux peuvent s'inspirer. Elle fournit également des informations sur différentes initiatives de la Commission européenne visant à atténuer les difficultés auxquelles l'Europe rurale est aujourd'hui confrontée. Nous comptons continuer à rassembler des bonnes pratiques et initiatives de ce type dans les mois à venir. N'hésitez donc pas à nous faire découvrir vos histoires rurales via notre nouvel outil « Partagez votre histoire rurale » (voir page 4).

Une crise peut aussi être un tournant, un moment qui nous oblige, en raison de circonstances imprévues, à prendre des décisions majeures ou radicales. Dans notre section « **Actualités** » (page 4), vous découvrirez comment les institutions européennes se mobilisent pleinement pour aider le secteur agricole et les zones rurales à traverser cette période difficile et à renouer avec la croissance économique, tout en préparant la voie à un avenir plus durable – notamment en lançant un train de mesures de soutien à l'économie sans précédent.

Même si elle ne fait pas l'objet de notre rubrique **Questions rurales, Perspectives rurales** (page 17), la pandémie de COVID-19 fait office de toile de fonds aux articles. Vous y trouverez des réflexions sur le langage que nous utilisons pour décrire les zones rurales – et son influence sur notre vision du monde rural – et découvrirez des projets qui facilitent la transition vers l'énergie renouvelable. Il y est aussi question du patrimoine en tant qu'outil de revitalisation des zones rurales et d'innovation sociale emmenée par les femmes. D'autres articles traitent du rôle des petites exploitations dans la sécurité alimentaire, de l'égalité des chances dans l'agriculture et du haut débit en zone rurale.

Dans notre rubrique **À la une...** les Rural Inspiration Awards 2020 (page 31), nous examinons comment l'édition de l'année dernière a récompensé des projets de qualité qui utilisent les fonds de développement rural pour promouvoir la bioéconomie et l'action pour le climat dans les zones rurales. Nous espérons que ces initiatives inciteront bien d'autres acteurs à agir, précisément au moment même où l'UE mise sur une relance « verte » de l'économie de ses États membres.

Pour relever ces défis et explorer les perspectives de l'après-COVID pour les zones rurales, il faudra absolument continuer à travailler main dans la main. Nous espérons que vous trouverez dans ce numéro de Rural Connections des contacts utiles et des sources d'inspiration qui vous aideront à comprendre le présent et à construire un avenir meilleur.

Bonne lecture et bonne collaboration !

**Elena Di Federico**

Chargée des publications, Point de contact du REDR

[editor@enrd.eu](mailto:editor@enrd.eu)

ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

**ACTUALITÉS DU REDR**

## Partagez votre histoire rurale



© Union européenne, 2020

Le REDR est constamment en quête d'histoires rurales intéressantes. Quelle est votre expérience de l'utilisation des programmes de développement rural dans votre zone rurale ? Comment votre communauté réagit-elle aux récents défis, tels que la pandémie de COVID-19 ? Comment imaginez-vous l'avenir ? Nous serions heureux de le découvrir !

Rendez-vous sur la nouvelle page de notre site internet « Partagez votre histoire rurale » et utilisez le formulaire pour partager vos histoires, idées, espoirs et difficultés. Le REDR pourra utiliser vos contributions dans ses travaux thématiques, ses publications ou ses médias sociaux. Nous donnerons la priorité aux histoires dont les enseignements peuvent être utiles ou qui sont en lien avec l'utilisation

des programmes de développement rural ou notre travail thématique.

 **POUR EN SAVOIR PLUS**

Partagez votre histoire rurale :  
[https://enrd.ec.europa.eu/enrd-sfr/add/enrd-ruralstory\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-sfr/add/enrd-ruralstory_fr)

## Réponses rurales à la crise du COVID-19



© Union européenne, 2020

La pandémie de COVID-19 a profondément affecté tous les aspects de la vie en Europe. Dans les régions rurales, les agriculteurs, les entreprises et les communautés locales démontrent actuellement leur capacité à relever les défis provoqués par cette crise sanitaire. Les producteurs alimentaires ont pu ainsi compter sur le soutien des membres de leur communauté locale qui se sont retrouvés temporairement (voire de façon permanente) sans emploi.

Les communautés se sont mobilisées pour venir en aide aux groupes les plus vulnérables. Des horticulteurs concurrents se sont lancés ensemble dans le commerce en ligne. Des exploitations agricoles ont proposé des services de garde d'enfants à des parents qui devaient travailler et qui ne pouvaient ni envoyer leurs enfants à l'école, ni les confier à leurs grands-parents.

Le Point de contact du REDR a rassemblé de nombreux exemples de réponses rurales à la crise du COVID-19 sur une page dédiée de son site. Vous y trouverez des exemples de projets et d'initiatives lancés par des communautés rurales, essentiellement, pour faire face à l'urgence du COVID-19. Celles-ci ont soutenu des entreprises rurales et encouragé la solidarité avec les groupes les plus vulnérables, dans ce

contexte exceptionnel. Cette page fournit également des informations sur le large éventail d'initiatives et de mesures lancées par la Commission européenne en vue de remédier aux difficultés de l'Europe rurale et de stimuler la relance.

N'hésitez pas à nous faire connaître les initiatives que vous avez vous-mêmes lancées via l'outil « Partagez votre histoire rurale » du REDR – vos exemples seront pour d'autres acteurs une précieuse source d'inspiration !



© Freepik



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Nouveau portail d'information « La PAC de l'après-2020 »

Un nouveau portail d'information en ligne – « La PAC post-2020 » – lancé sur le site web du REDR, regroupe des documents législatifs clés en rapport avec la PAC et ainsi que des présentations d'États membres sur leurs travaux préparatoires pour la PAC de l'après-2020.

Ce nouveau portail rassemble des ressources et des documents de toute une série de parties prenantes du FEADER et sur les nouveaux développements du processus de la PAC de l'après-2020, tels que des mises à jour de la Commission européenne sur l'état des lieux de ses initiatives – par exemple la réforme de la PAC et d'autres initiatives de l'UE en rapport avec cette politique – ainsi que les dispositions prévues pour la transition entre les deux périodes de programmation.

Ce portail s'inscrit dans le cadre des activités du Point de contact du REDR (PC REDR) visant à simplifier et à améliorer l'efficacité de la

mise en œuvre des programmes de développement rural actuels et à soutenir le processus de préparation de la nouvelle PAC et de ses futurs plans stratégiques pour la période 2023-2027. Dans le cadre de ses activités habituelles, le PC REDR met aussi à disposition du contenu thématique en lien avec les nouveaux besoins des États membres et des parties prenantes.

**i POUR EN SAVOIR PLUS**

Portail d'information sur la PAC de l'après-2020 :  
[https://enrd.ec.europa.eu/policy-in-action/common-agricultural-policy-post-2020\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/policy-in-action/common-agricultural-policy-post-2020_fr)

## Les nouveaux groupes thématiques du REDR

Durant l'automne dernier, le REDR a mis en place deux nouveaux groupes thématiques (GT), l'un sur le Pacte vert pour l'Europe et l'autre sur la Vision à long terme pour les zones rurales.

Le GT « Le Pacte vert pour l'Europe dans les zones rurales » concentrera ses travaux sur des composantes du pacte (par ex. la stratégie « De la ferme à la table » ou la stratégie en faveur de la biodiversité) qui doivent permettre de réaliser les trois objectifs spécifiques de la PAC de l'après-2020 en lien avec le climat et l'environnement : l'action pour le climat, le respect de l'environnement et la préservation des paysages et de la biodiversité. Ce GT s'inscrit dans le cadre des travaux du REDR autour du thème de l'écologisation de l'économie rurale.

Le GT « Vision à long terme pour les zones rurales » – #Rural2040 – a pour objectif d'associer activement les parties prenantes aux travaux de prospective (dirigés par



© Freepik

le Centre commun de recherche de la Commission européenne) et à l'élaboration de la Vision rurale à long terme que la Commission européenne devrait adopter d'ici l'été 2021. Ce GT servira de plateforme ou de centre d'échange

entre différentes parties prenantes européennes, et stimulera ainsi le dialogue, la communication et la participation au processus d'élaboration de cette Vision. Visitez le site web du REDR pour rester informés.

**i POUR EN SAVOIR PLUS**

GT « Pacte vert pour l'Europe dans les zones rurales » du REDR

[https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/european-green-deal-rural-areas\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/european-green-deal-rural-areas_fr)

GT « Vision à long terme pour les zones rurales » du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/long-term-rural-vision\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/long-term-rural-vision_fr)

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Bioéconomie et action pour le climat

Depuis septembre 2019, le groupe thématique (GT) « Bioéconomie et action climatique dans les zones rurales » du REDR réunit régulièrement des parties prenantes au développement rural pour discuter des avantages de la bioéconomie rurale sur le climat et examiner comment stimuler ces activités et encourager leur mise à l'échelle. Le GT contribue aussi à la stratégie et au plan d'action de l'UE en faveur d'une bioéconomie durable et circulaire, en facilitant les échanges sur les approches durables pour la mise en œuvre d'initiatives de bioéconomie dans les zones rurales et en examinant comment exploiter au mieux les programmes de développement rural (PDR) pour les mettre au service des objectifs climatiques de la PAC.

Entre septembre 2019 et mars 2020, ce GT s'est réuni à quatre reprises pour identifier les types d'activités au niveau des chaînes de valeur de la bioéconomie rurale susceptibles d'avoir le plus d'impact sur l'action climatique. Le GT a examiné comment soutenir ces activités, aujourd'hui et demain, par le biais de mesures et d'interventions pertinentes au titre des plans stratégiques relevant de la PAC de l'après- 2020.

Le 19 mars 2020, dans le cadre des travaux de ce GT, le REDR a organisé un webinaire sur les « Expériences relatives à la production de biogaz rural en Europe », un thème pour lequel les membres du GT avaient spécifiquement manifesté leur intérêt. Les discussions ont porté principalement sur l'évolution du contexte politique global et du contexte politique dans les États membres, sur les mesures d'incitation, au niveau européen et national, en faveur de la méthanisation, ainsi que sur la viabilité économique des installations de biogaz dans les zones rurales.

Le 25 juin 2020, le REDR a organisé un séminaire en ligne sur l'action climatique et l'économie rurale résiliente sur la base des travaux du GT. Ce webinaire a mis en avant la capacité du FEADER à promouvoir les mesures d'atténuation du changement climatique dans le secteur agricole et de la bioéconomie rurale, de manière



© Freepik

économiquement rentable. Des parties prenantes d'États membres de l'UE ont expliqué comment elles utilisaient le soutien des PDR pour mettre en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques, des services de conseil, des projets LEADER et des coopérations ainsi que des investissements pour promouvoir la transition vers des pratiques circulaires, sobres en carbone et durables. Autre point à l'ordre du jour de ce séminaire, l'exploration de pistes pour l'intégration des interventions dans ce domaine dans les plans stratégiques pour la PAC.

Le GT a produit trois fiches « Suivi des données et sensibilisation à la contribution des acteurs ruraux à l'action climatique »,

« Aide à la décision pour l'action climatique dans le secteur de la bioéconomie » et « Valeur économique de l'action climatique dans le secteur de la bioéconomie rurale ».

Le GT a identifié une série d'orientations pour la préparation des plans stratégiques pour la PAC des États membres et les a regroupées dans trois briefings : « Séquestration du carbone et conservation des stocks de carbone dans les sols », « Optimiser l'impact positif des chaînes de valeur de la bioéconomie rurale sur le climat » et « Mener de front action d'atténuation du changement climatique en zone rurale et développement rural – Enseignements de la période de programmation 2014-2020 du FEADER » (à paraître prochainement).

 POUR EN SAVOIR PLUS

GT « Bioéconomie et action climatique dans les zones rurales » du REDR (y compris les comptes rendus des réunions et les publications du GT) : [https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/bioeconomy\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/bioeconomy_fr)

Portail du REDR sur la bioéconomie rurale : [https://enrd.ec.europa.eu/greening-rural-economy/bioeconomy/rural-bioeconomy-portal\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/greening-rural-economy/bioeconomy/rural-bioeconomy-portal_fr)

Playlist Bioéconomie et action climatique du REDR sur YouTube : [https://www.youtube.com/playlist?list=PLocST8\\_B8egYcd3mzUxi43tYwleOTPkJT](https://www.youtube.com/playlist?list=PLocST8_B8egYcd3mzUxi43tYwleOTPkJT)



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Villages intelligents

La 11e réunion du groupe thématique « Villages intelligents » du REDR s'est tenue le 1er avril 2020, sous la forme d'un « labo » virtuel. Ce webinaire s'est surtout intéressé à la façon de concevoir le soutien aux villages intelligents dans les futurs plans stratégiques pour la PAC, en s'inspirant des idées explorées en Pologne. Les participants ont pu notamment découvrir un reportage de première main du village de Piaseczna Górka, lauréat du Concours national polonais des villages intelligents.

Le 2 juin 2020, lors de la 12e réunion du GT – également organisée sous la forme d'un webinaire –, les autorités de gestion autrichiennes, irlandaises et slovènes ont présenté leurs idées pour le soutien aux villages intelligents, à savoir l'intégration d'un cadre dédié aux villages intelligents dans les plans stratégiques pour la PAC. Cette vision commune repose sur l'utilisation d'une approche réunissant une série d'interventions – LEADER, coopération, soutien aux investissements et revitalisation des villages – ainsi que des options de coûts simplifiés pour alléger la charge administrative liée à leurs activités de soutien.

Les travaux du GT « Villages intelligents » du REDR ont pris fin avec cette 12e réunion. Le GT encourage tous ses membres et toutes les parties prenantes des zones rurales à exploiter la mine d'informations accumulées au cours de ces trois dernières années et à coopérer avec les autorités de gestion en vue d'élaborer un cadre de soutien approprié aux villages intelligents dans leurs États membres respectifs. « Smart Rural 21 », un projet financé par la Commission

européenne, poursuivra les travaux dans ce domaine, notamment en aidant les villages sélectionnés à développer et à mettre en œuvre des approches pour la promotion des villages intelligents, en s'appuyant sur les connaissances développées par ce GT du REDR.

Le Portail « Villages intelligents » du REDR restera accessible. Vous pourrez y trouver des ressources et des documents utiles. Vous souhaitez coopérer avec vos pairs et promouvoir avec eux le développement des villages intelligents ? Rejoignez la communauté « Villages intelligents » du REDR sur Facebook.

**i** POUR EN SAVOIR PLUS

Groupe thématique « Villages intelligents » du REDR :  
[https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages_fr)

Portail « Villages intelligents » & boîte à outils sur le site web du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal_fr)

Communauté « Villages intelligents » du REDR sur Facebook :  
<https://www.facebook.com/groups/EUSmartVillages/>

Publications du REDR sur les « Villages intelligents » :  
[https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal/smart-villages-toolkit\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal/smart-villages-toolkit_fr)

Action préparatoire « Smart Rural 21 » :  
<https://www.smartrural21.eu/>



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Inclusion sociale



© Local community of Ballstact

Le REDR travaille sur le thème de l'inclusion sociale dans les zones rurales depuis juillet 2016, mettant tour à tour l'accent sur divers aspects, allant de l'intégration des migrants aux changements démographiques.

Depuis mai 2019, les travaux du REDR autour de l'inclusion sociale se concentrent sur l'exode rural et l'identification de pistes pour développer des « zones rurales dynamiques ». Le REDR a notamment examiné comment revitaliser les zones rurales en favorisant la création de possibilités d'emploi et en améliorant l'accès aux services en milieu rural.

Un premier atelier sur les « **Emplois ruraux** » a été organisé à Bruxelles, le 27 novembre 2019. Le deuxième atelier de la série – sur le thème de l'**accès aux services** – a eu lieu en ligne, le 30 juin 2020. Parmi les points à l'ordre du jour de ce webinaire, le degré d'accès aux services dans l'Europe rurale, le rôle du soutien public (notamment au titre du FEADER) et une série d'expériences concrètes d'amélioration des services ruraux, menées dans différents États membres.

Une nouvelle fiche du REDR – « Services ruraux accessibles » – résume, dans un style accrocheur, les principales conditions à mettre en place pour aider les zones rurales à prospérer et à devenir plus attrayantes et viables : des infrastructures appropriées, des partenariats public-privé efficaces et la création de synergies entre les politiques menées à l'échelon européen, régional et local.

Pour terminer, signalons que le site web du REDR héberge à présent un portail dédié à l'inclusion sociale. Vous y trouverez, via un outil de recherche pratique, des exemples de projet, des documents de politique et bien d'autres ressources. N'hésitez pas à le visiter (virtuellement) !

 POUR EN SAVOIR PLUS

Atelier du REDR « Des zones rurales dynamiques : accès aux services » : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/2nd-enrd-workshop-vibrant-rural-areas-access-services\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/2nd-enrd-workshop-vibrant-rural-areas-access-services_fr)

Portail du REDR sur l'inclusion sociale : [https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/social-inclusion\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/social-inclusion_fr)

Playlist du REDR sur l'inclusion sociale (sur YouTube) : [https://www.youtube.com/playlist?list=PLocST8\\_B8egb00J7mwcgsAbk5g6s8yLcy](https://www.youtube.com/playlist?list=PLocST8_B8egb00J7mwcgsAbk5g6s8yLcy)

Brochures des projets du FEADER « Zones rurales dynamiques » : [https://enrd.ec.europa.eu/publications/eafrd-projects-brochure-vibrant-rural-areas\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/eafrd-projects-brochure-vibrant-rural-areas_fr)

## Les Rural Inspiration Awards 2020

L'édition 2020 des Rural Inspiration Awards du REDR (#RIAwards2020) a reçu 71 candidatures. Le Point de contact du REDR remercie tous ceux et celles qui ont participé aux RIA2020 : les promoteurs de projet, les cellules d'animation des RRN qui ont rassemblé et soumis les projets en vue de leur évaluation, le jury qui a participé à la sélection des lauréats et tous ceux et celles qui ont pris part au vote pour le Prix du public.

Ce concours a récompensé des initiatives financées par le FEADER dans le domaine de l'atténuation du changement climatique, de la bioéconomie et de l'adaptation au changement climatique. And the winners are... Rendez-vous à la page 34 de ce magazine pour les découvrir !


 POUR EN SAVOIR PLUS

[https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/rural-inspiration-awards-2020\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/rural-inspiration-awards-2020_fr)



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## LEADER

Le 4<sup>e</sup> Labo thématique LEADER, organisé par le Point de contact du REDR, s'est tenu le 4 juin 2020, autour du thème « Maintenir et renforcer la participation des parties prenantes ». Les participants ont examiné de nouvelles approches de coopération avec les parties prenantes, afin de promouvoir leur implication dans le développement local. Ils ont également échangé leurs expériences sur la réponse des GAL à la crise du COVID-19.

Le 5<sup>e</sup> Labo thématique LEADER, organisé le 26 novembre 2020, avait pour thème « Développer des approches stratégiques locales face aux enjeux écologiques ». Ce laboratoire a permis aux participants d'échanger leurs points de vue, en partant de leurs expériences concrètes, sur une série d'approches, telles que la relocalisation, le renforcement des marchés locaux ou encore la coopération entre les zones rurales et urbaines, et de partager aussi leurs idées sur des aspects pratiques et en lien avec la programmation.

Ces événements en ligne complètent la série de Labos thématiques LEADER. Les précédents ateliers avaient traité des thèmes suivants : « LEADER et les villages intelligents », « Adaptation au changement climatique et atténuation de ce phénomène » et « Les jeunes et l'exode rural ».

Au printemps 2020, des parties prenantes LEADER de différents États membres de l'UE ont partagé activement des exemples d'approches et de projets LEADER qui montrent comment cette méthode peut aider les communautés rurales à s'épanouir. Ces exemples vont de la participation des jeunes au soutien communautaire en faveur des aînés et de l'action environnementale à la simplification

administrative. Ces études de cas sont désormais disponibles dans la section « Ressources LEADER » sur le site web du REDR (onglet « publication du REDR »). Vous les trouverez également dans la base de données « Projets et Pratiques ».

Pour terminer, sachez que la section « Ressources LEADER » du site web du REDR a récemment fait peau neuve. Que pensez-vous de son nouveau look ?

**i** POUR EN SAVOIR PLUS

5<sup>e</sup> Labo thématique LEADER « Développer des approches stratégiques locales face aux enjeux écologiques » : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-leader-thematic-lab-developing-local-strategic-approaches-address-green\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-leader-thematic-lab-developing-local-strategic-approaches-address-green_fr)

4<sup>e</sup> Labo thématique LEADER « Maintenir et renforcer la participation des parties prenantes » : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-leader-thematic-lab-maintaining-and-widening-stakeholder-engagement\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-leader-thematic-lab-maintaining-and-widening-stakeholder-engagement_fr)

Événements du REDR en rapport avec LEADER, y compris les précédents labos thématiques : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/past/leader-clld\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/past/leader-clld_fr)

Ressources LEADER sur le site web du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/leader-resources\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/leader-resources_fr)

Études de cas LEADER dans la base de données du REDR « Projets & Pratiques » : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice_fr) (recherche par mot-clé « LEADER/DLAL »)

Playlist LEADER du REDR sur YouTube : <https://www.youtube.com/playlist?list=PL20DD755E804D9CDD>





## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Actualités des organes de gouvernance

Les réunions des organes de gouvernance des réseaux ruraux sont une composante essentielle du travail en réseau dans le domaine du développement rural. Elles orientent les travaux des réseaux ruraux européens et permettent à leurs membres de rester en permanence bien informés, qu'il s'agisse des récentes initiatives de politique de l'UE ou des activités récentes et à venir des réseaux ruraux.

La 13<sup>e</sup> réunion du comité de pilotage (CT) des réseaux ruraux, organisée le 26 mai 2020, a été l'occasion de présenter un nouvel état des lieux de la réforme de la PAC et d'autres initiatives politiques de l'UE dans ce domaine, notamment le soutien au secteur agroalimentaire et aux zones rurales dans le contexte du COVID-19. Les membres du comité de pilotage ont aussi examiné et suggéré des idées d'activités pour le Point de contact du REDR pour l'année à venir.

La 14<sup>e</sup> réunion du comité de pilotage des réseaux ruraux, organisée le 8 octobre 2020, a permis aux membres d'échanger leurs points de vue sur la réforme de la PAC et d'autres initiatives européennes en lien avec celle-ci, notamment la Vision à long terme pour les zones rurales.

La 8<sup>e</sup> réunion du Sous-groupe permanent « LEADER/DLAL » de l'Assemblée des réseaux ruraux européens s'est tenue le 18 septembre 2020. Elle a fait le point sur les initiatives de la Commission européenne en rapport avec LEADER. Les groupes d'action locale, ainsi que les réseaux ruraux et LEADER ont présenté un aperçu des récentes initiatives de la Commission européenne en rapport avec LEADER ainsi que des réponses à la crise sanitaire du COVID-19, et expliqué comment en tirer des enseignements pour la planification de LEADER au cours de la prochaine période de programmation. Un mini-atelier organisé le même jour a permis de poursuivre les discussions. Les membres du sous-groupe ont ainsi eu l'occasion d'examiner les facteurs clés de succès pour

améliorer la mise en œuvre de LEADER afin de renforcer la résilience des territoires ruraux.

Le 4 décembre 2020, Wolfgang Burtscher, directeur général de la direction générale de l'agriculture et du développement rural, a ouvert la 7<sup>e</sup> réunion de l'Assemblée des réseaux ruraux européens. La réunion a permis de faire le point sur la réforme de la PAC et le règlement de transition, ainsi que sur d'autres initiatives de l'UE dans ce domaine. Les membres ont ensuite échangé leurs points de vue sur ces questions.

Toutes ces réunions des organes de gouvernance se sont déroulées en ligne, ce qui démontre la capacité des réseaux européens à s'adapter au contexte et à poursuivre leurs travaux malgré les restrictions actuelles aux déplacements.

 POUR EN SAVOIR PLUS

13<sup>e</sup> réunion du comité de pilotage des réseaux ruraux :

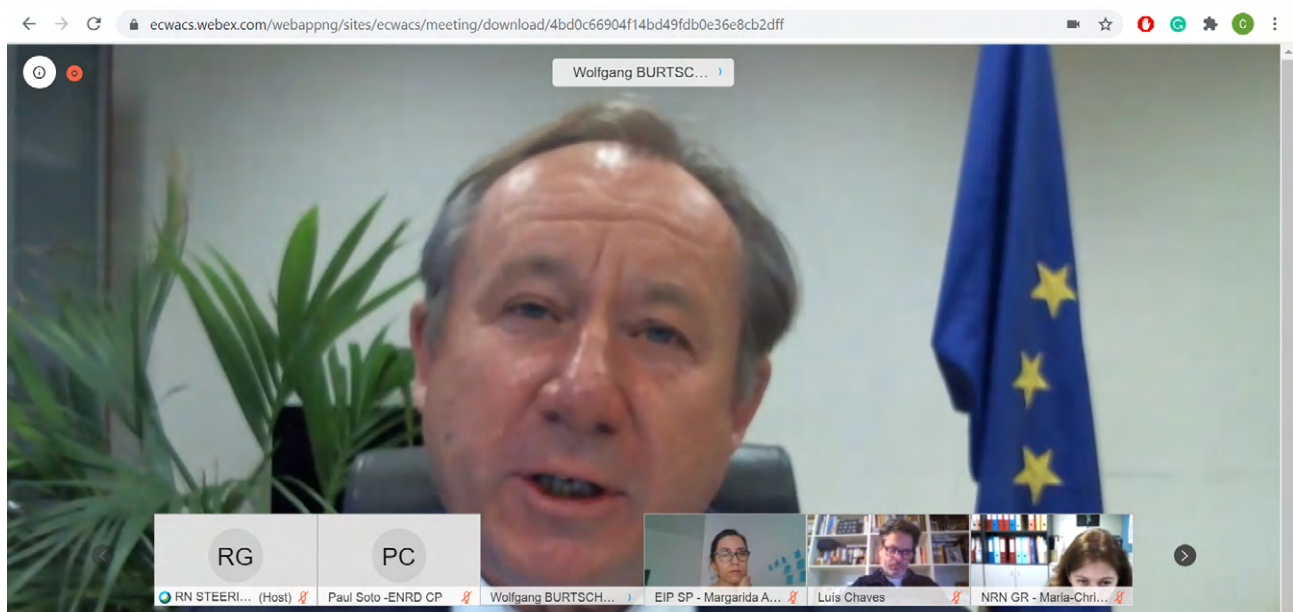
[https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/13th-rural-networks-steering-group-meeting\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/13th-rural-networks-steering-group-meeting_fr)

14<sup>e</sup> réunion du comité de pilotage des réseaux ruraux :

[https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/14th-meeting-rural-networks-steering-group\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/14th-meeting-rural-networks-steering-group_fr)

8<sup>e</sup> réunion du Sous-groupe LEADER/DLAL et mini-atelier : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/8th-rural-networks-leaderdld-sub-group-meeting\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/8th-rural-networks-leaderdld-sub-group-meeting_fr)

7<sup>e</sup> réunion de l'Assemblée des réseaux ruraux européens : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/7th-meeting-eu-rural-networks-assembly\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/7th-meeting-eu-rural-networks-assembly_fr)





## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

**NOUVELLES DE  
LA MISSION D'APPUI À  
L'ÉVALUATION**EUROPEAN  
EVALUATION  
HELPSDESK  
FOR RURAL DEVELOPMENT

Aider les États membres à rendre compte de leurs réalisations et de leur impact positif en vue de l'évaluation *ex post*.

En 2019, et ce pour la première fois au cours de la période de programmation 2014-2020, les États membres ont dû rendre des comptes sur la contribution de leurs PDR à la réalisation des objectifs politiques de l'UE en évaluant l'impact de leurs interventions. Ils ont communiqué leurs conclusions<sup>(1)</sup> à la Commission européenne par le biais des rapports annuels de mise en œuvre (RAMO) améliorés 2019.

La Mission d'appui à l'évaluation a analysé les RAMO 2019 non seulement pour faire la synthèse des réalisations et de l'impact des PDR à ce jour, mais aussi pour identifier les principaux défis posés par ce type d'évaluation et en tirer des leçons pour l'avenir.<sup>(2)</sup>

Les principales difficultés identifiées concernent :

- La compréhension conceptuelle des définitions des indicateurs et des méthodologies pour le calcul des indicateurs de résultat et d'impact ;
- L'utilisation d'approches et de méthodes d'évaluations efficaces ;
- La collecte et la gestion des données aux fins de l'évaluation ;
- L'évaluation des contributions nettes ;
- La quantification des contributions secondaires, des synergies et des contributions de LEADER.

Pour relever ces défis et mieux préparer l'évaluation *ex post* de la période de programmation 2014-2020, la Mission d'appui à l'évaluation a mis en place, en collaboration avec des experts thématiques et la DG AGRI, un nouveau groupe de travail thématique : « Évaluation *ex post* des PDR 2014-2020 : Apprendre de la pratique », lancé à la fin du mois de février 2020.

Les objectifs de ce groupe de travail thématique sont les suivants :

- Remédier aux faiblesses de l'évaluation des réalisations et de l'impact des PDR ;
- Améliorer le calcul des indicateurs de résultat et d'impact ;
- Remédier aux nouveaux problèmes posés par l'évaluation des domaines d'intervention prioritaires (par ex. environnement, climat, indicateurs sociaux).

Les travaux de ce groupe de travail thématique viendront en outre alimenter le développement futur des systèmes de suivi et d'évaluation pour l'après-2020.

Le groupe thématique concentrera ses travaux autour de trois grands dossiers de travail, chacun en lien avec l'évaluation d'un des trois objectifs généraux de la PAC.

**CALENDRIER DU GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE  
« ÉVALUATION EX POST DES PDR 2014-2020 :  
APPRENDRE DE LA PRATIQUE »****MAI 2020****1<sup>er</sup> dossier de travail :**

Évaluation de l'impact des PDR sur le développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales

**OCT. 2020****2<sup>e</sup> dossier de travail :**

Évaluation de l'impact des PDR sur une gestion réellement durable des ressources naturelles et sur l'action pour le climat

**NOV. 2020****3<sup>e</sup> dossier de travail :**

Évaluation de l'impact des PDR sur la promotion de la compétitivité de l'agriculture

Chaque « dossier de travail » inclura un aperçu des problèmes émergents identifiés ainsi que des recommandations pour y remédier. Ils seront complétés par des exemples pratiques illustrant comment différents États membres se sont attaqués à ces problèmes.

Afin que le groupe de travail thématique réponde réellement aux besoins concrets des responsables de l'évaluation, des consultations régulières avec les acteurs de l'évaluation seront organisées, par le biais de « Sounding Boards » et autres formats de feedback écrit.

**i POUR EN SAVOIR PLUS**

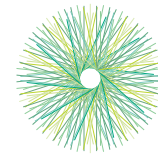
Premier dossier de travail « Évaluation de l'impact des PDR sur le développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales » : [https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/thematic-working-groups/thematic-working-group-8-ex-post-evaluation-rdps-2014-2020\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/thematic-working-groups/thematic-working-group-8-ex-post-evaluation-rdps-2014-2020_fr)

(1) Article 50 du règlement n° 1303/2013, article 75 du règlement 1305/2013 et article 15 du règlement d'exécution de la Commission n° 808/2014

(2) Synthèse des composantes « évaluation » des RAMO améliorés 2019 ([https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/summary-report-synthesis-evaluation-components-enhanced-air-2019-chapter-7\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/summary-report-synthesis-evaluation-components-enhanced-air-2019-chapter-7_fr)) et « État d'avancement de la mise en œuvre des plans d'évaluation des PDR 2014-2020 » ([https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/summary-report-assessment-progress-implementing-evaluation-plans-rdps-2014\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/summary-report-assessment-progress-implementing-evaluation-plans-rdps-2014_fr)), Atelier de bonnes pratiques n°12 ([https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/good-practice-workshops/how-demonstrate-rdp-achievements-and-impacts-lessons-learned\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/good-practice-workshops/how-demonstrate-rdp-achievements-and-impacts-lessons-learned_fr)) et Événements annuels de renforcement des capacités dans les États membres

ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## NOUVELLES DU PEI-AGRI

eip-agri  
AGRICULTURE & INNOVATION

# Le PEI-AGRI s'intéresse aux défis concrets de la gestion des sols afin d'en améliorer la santé. Un séminaire du PEI-AGRI sera bientôt organisé pour stimuler l'innovation, la clé de la santé des sols en Europe

Des sols en bonne santé sont la clé de la production durable d'aliments pour la consommation humaine et animale et de fibres. Les sols remplissent encore bien d'autres fonctions qui contribuent à notre bien-être, telles que la filtration de l'eau, la séquestration du carbone, le cycle des nutriments et la protection de la biodiversité. La santé des sols est malheureusement victime de pratiques de gestion non durables, telles que le labour fréquent, qui accélère la perte de matière organique, l'utilisation inappropriée de produits agrochimiques – source de pollution des sols et des eaux – ou encore les mauvaises pratiques d'irrigation, à l'origine de problèmes de salinisation. Le PEI-AGRI contribue à relever ces défis à travers ses activités en lien avec les sols et bien d'autres types de projets.

Le projet du Groupe opérationnel (GO) espagnol « Sembrando en Sec » – Développement et adaptation du semis à sec du riz dans le delta de l'Èbre – s'est attaqué au problème de la salinisation des sols dans ce delta espagnol. La salinisation, due à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion du delta, est telle qu'elle menace aujourd'hui l'avenir des rizières. Le problème est d'autant plus préoccupant que s'y ajoute l'invasion d'escargots jaunes – une espèce aquatique originaire d'Amérique du Sud – qui ravagent les cultures de riz.

« Le semis à sec consiste à semer le riz dans des sols humides mais non recouverts d'eau. Cette technique empêche les escargots d'envahir les rizières et d'endommager les jeunes plants. Le problème, c'est que l'eau de mer risque davantage de pénétrer dans le sol lorsque les rizières ne sont pas recouvertes d'un peu d'eau douce, » explique Miguel Tomàs Ferré, agriculteur associé au GO. Voilà pourquoi les rizières sont inondées par intermittence dès que les semis ont atteint une taille suffisante les mettant à l'abri de ces escargots, et ce jusqu'à ce que les plants aient atteint leur taille définitive. Les rizières font l'objet d'une surveillance permanente, la salinité du sol étant contrôlée durant tout le processus de croissance. « Nous avons observé que l'inondation intermittente des rizières permet de diminuer la population d'escargots jaunes, sans impact négatif en termes de salinisation. Nous avons également découvert que les rendements étaient légèrement inférieurs sur des sols sablonneux, alors que la culture sur sol argileux les augmente de 3%. Nous tiendrons compte dans le futur de ces conclusions, car c'est le seul système que nous pouvons utiliser dans ces rizières victimes de l'invasion de l'escargot jaune. C'est vraiment la seule stratégie à notre disposition pour que nous puissions continuer à produire du riz.

De nombreux Groupes opérationnels et d'autres projets innovants seront invités à participer à l'événement du PEI-AGRI « Des sols en bonne santé pour l'Europe : connaissances et pratiques au service d'une gestion durable », qui aura lieu ce printemps en principe, au

Portugal. Ce séminaire du PEI-AGRI sera axé sur la sensibilisation, les défis pratiques de gestion du sol et l'exploration de solutions pour améliorer la santé des sols. Il y sera aussi question des différentes fonctions du sol et des services écosystémiques. Les discussions s'articuleront autour des réalisations de précédents événements du PEI-AGRI et de leurs conclusions. Les 20 et 21 octobre 2020, un atelier en ligne du PEI-AGRI en lien avec la Mission d'Horizon Europe « Prendre soin du sol, c'est prendre soin de la vie » avait déjà été organisé. Cet atelier a permis de revenir sur les objectifs de cette Mission, sur la façon de les réaliser ainsi que sur ses priorités de recherche.



© Freepik

### POUR EN SAVOIR PLUS

Séminaire du PEI-AGRI « Des sols en bonne santé pour l'Europe » : <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/fr/event/eip-agri-seminar-healthy-soils-europe-sustainable>

Groupe thématique « salinisation » du PEI-AGRI : <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/focus-groups/soil-salinisation>

Activités du PEI-AGRI dans le domaine des sols : <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/news/safeguarding-our-soils>

Mission d'Horizon Europe : Santé des sols et alimentation : [https://ec.europa.eu/info/horizon-europe-next-research-and-innovation-framework-programme/mission-area-soil-health-and-food\\_en](https://ec.europa.eu/info/horizon-europe-next-research-and-innovation-framework-programme/mission-area-soil-health-and-food_en)

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

**ACTUALITÉS DE L'UE**Cadre financier pluriannuel de l'UE 2021-2027  
et Next Generation EU

Le 26 mai 2020, la Commission européenne a proposé un plan de relance de grande envergure<sup>(1)</sup> pour l'Europe, l'idée étant d'exploiter pleinement le potentiel du budget de l'Union tout en s'alignant sur les principes du pacte vert pour l'Europe et la stratégie numérique pour l'Europe.

Ce plan de relance vise à aider les États membres à se remettre de la

crise du Covid-19, à en réparer les dommages et à en sortir plus forts, à redémarrer l'économie, à soutenir les investissements privés et à relever les défis stratégiques de l'Europe. Le plan de relance associe le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 et Next Generation EU, un instrument temporaire de relance.

Le nouveau CFP, adopté le 17 décembre 2020, mettra à la disposition des bénéficiaires du financement européen une enveloppe de 1 074 milliards d'euros au cours des sept prochaines années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier.<sup>(2)</sup>

Pour que l'instrument de relance Next Generation d'un montant de 750 milliards d'euros soit opérationnel, la Commission européenne doit être légalement autorisée à emprunter sur les marchés, pour distribuer cette aide à la relance là où elle est la plus nécessaire. Cet instrument ne sera donc opérationnel que lorsque les États membres de l'UE auront ratifié la décision relative au système des ressources propres, conformément aux dispositions de leur constitution.

Le budget à long terme de l'UE, associé à l'instrument Next Generation EU, sera le plus important « paquet de soutien à la relance » jamais financé au titre du budget de l'UE. Un montant total de 1 800 milliards d'euros sera ainsi affecté à la reconstruction post-COVID de l'Europe. Une Europe plus verte, plus numérique et plus résiliente.



© Union européenne, 2020

## PAC : période de transition et cadre juridique futur

La politique agricole commune de l'après-2020 affectera une enveloppe de 336,4 milliards d'euros<sup>(3)</sup> par le biais du Fonds européen agricole de garantie - FEAGA (258,6 milliards €) et du Fonds européen agricole pour le développement rural - FEADER (77,8 milliards €). Le FEADER aidera les zones rurales à initier les changements structurels nécessaires, dans la droite ligne du pacte vert pour l'Europe, et à réaliser les objectifs ambitieux des nouvelles stratégies « Biodiversité » et « De la ferme à la table ».

Pour faciliter la transition entre la politique agricole actuelle et la politique future, la Commission européenne a proposé des règles de transition pour la PAC. À la suite d'un accord entre les colégislateurs, ces règles – qui couvrent la période de 2021 à 2022 – ont été adoptées et sont entrées en vigueur à la fin décembre 2020. Elles prévoient une extension de la génération actuelle des PDR, qui bénéficieront de fonds supplémentaires au titre du nouveau CFP auxquels s'ajouteront 8 milliards d'euros, par le biais de Next Generation EU, lorsque cet instrument aura été ratifié.<sup>(4)</sup>

(1) [https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr)

(2) [https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027/negotiations\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027/negotiations_fr)

(3) <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/the-eu-budget/long-term-eu-budget-2021-2027/>

(4) <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20200627IPR82204/transition-to-new-eu-farm-policy-partial-deal-on-key-provisions-for-after-2020>



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Réponse de l'UE face à l'épidémie de COVID-19



© Union européenne, 2020

Les institutions européennes et le budget européen récemment adopté sont entièrement mobilisés autour du soutien à la relance des économies et des sociétés européennes touchées par l'épidémie de COVID-19. Des informations actualisées à ce sujet sont disponibles sur les canaux en ligne de chaque institution.

Depuis le début de la pandémie, la Commission européenne coordonne une réponse européenne commune à la crise du COVID-19,<sup>(1)</sup> non seulement pour soutenir les systèmes de santé des États membres de l'UE – notamment le développement de vaccins et la campagne de vaccination – mais aussi pour mobiliser les ressources nécessaires afin de venir en aide aux entreprises victimes de la crise, notamment les exploitations agricoles, les entreprises agroalimentaires et les entreprises rurales.

Les mesures prises par la Commission en appui aux secteurs agricole et agroalimentaire pendant la pandémie<sup>(2)</sup> ont pour but :

- d'assurer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement ;
- de garantir une aide directe aux agriculteurs, par le biais d'instruments financiers spécifiques, d'avances plus généreuses au titre de la PAC pour le soutien aux revenus et d'aides publiques spéciales aux exploitations agricoles, aux transformateurs alimentaires et aux entreprises de commercialisation ;<sup>(3)</sup>
- de contribuer à garantir la poursuite des activités des entreprises via une mesure temporaire permettant aux pays et aux régions disposant encore de fonds pour le développement rural de les utiliser, en ajoutant cette mesure à leur PDR. Cela leur permettra de verser jusqu'à 7 000 € à chaque agriculteur et 50 000 € à chaque petite et moyenne entreprise (PME);<sup>(4)</sup> et
- de profiter de la flexibilité offerte par la PAC pour aider les États membres et les agriculteurs ayant des difficultés pratiques pour répondre à certaines exigences.

Le Comité européen des régions – interface et point de contact entre l'UE et ses gouvernements locaux et régionaux – a adopté un plan visant à aider, informer, associer et représenter les régions et les villes de toute l'Europe. Il a ouvert une plateforme en ligne pour l'échange d'expériences sur la gestion de la pandémie.<sup>(5)</sup>

(1) [https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response\\_fr](https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response_fr)

(2) [https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/farming/coronavirus-response\\_fr](https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/farming/coronavirus-response_fr)

(3) Pour une liste des dispositifs d'aide publique déjà approuvés, consultez [https://enrd.ec.europa.eu/rural-responses-covid-19-crisis\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/rural-responses-covid-19-crisis_en)

(4) À la suite de l'adoption des mesures transitoires pour la PAC, les demandes de soutien doivent être approuvées d'ici fin juin 2021 et l'aide versée pour le 31 décembre 2021.

(5) <https://cor.europa.eu/en/engage/Pages/COVID19-exchangeplatform.aspx>

## Pacte vert pour l'Europe

Le pacte vert pour l'Europe<sup>(1)</sup>, présenté en décembre 2019, est la feuille de route appelée à faire du développement économique durable une réalité pour l'UE en transformant les défis climatiques et environnementaux en autant d'opportunités, à tous les niveaux et dans tous les domaines de politique, et à assurer une transition juste et inclusive pour tous.

Le pacte vert concerne notamment de près le secteur agroalimentaire. En intégrant la dimension de durabilité dans les modes de production et de consommation alimentaires, le pacte vert pour l'Europe entend apporter des avantages à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, et en particulier aux agriculteurs. Il les aidera à améliorer leurs retours sur investissement et à réduire les coûts, à profiter des nouveaux débouchés, y compris sur les marchés mondiaux, à jouer un rôle plus important dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et à établir des liens plus étroits avec les consommateurs.

La proposition de première Loi européenne sur le climat,<sup>(2)</sup> présentée par la Commission européenne en mars 2020, vise à mettre en place un cadre pour la neutralité climatique, c'est-à-dire de « donner force de loi » aux objectifs du pacte vert pour l'Europe. Le pacte européen pour le climat, lancé en décembre 2020, est une initiative paneuropéenne qui invite les citoyens, les communautés et les organisations à s'associer à l'action pour le climat et à bâtir une Europe plus verte.<sup>(3)</sup>

En mai 2020, la Commission européenne a présenté deux nouvelles stratégies clés dans le cadre du pacte vert pour l'Europe : la stratégie « De la ferme à la table » et la stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030.

(1) [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

(2) [https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/law\\_fr](https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/law_fr)

(3) [https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact\\_fr](https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action/pact_fr)

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## De la ferme à la table

La stratégie « De la ferme à la table »<sup>(1)</sup>, une des pierres angulaires du pacte vert pour l'Europe et présentée le 20 mai 2020, vise à soutenir la transition de l'UE vers des systèmes alimentaires plus sains et plus durables.

Ses cinq objectifs sont les suivants :

- assurer l'accès des Européens à une alimentation saine, abordable et durable ;
- lutter contre le changement climatique ;
- protéger l'environnement et préserver la biodiversité ;
- garantir une rémunération économique équitable dans la chaîne alimentaire ; et
- renforcer l'agriculture biologique.

Cette stratégie aura un impact direct sur le secteur agricole.

D'ici à 2030, la Commission ambitionne de diminuer de moitié l'utilisation des pesticides dans l'agriculture, une source possible de pollution des sols, de l'air et de l'eau. Elle entend aussi réduire d'au moins 20% le recours aux engrais et limiter les pertes en nutriments des sols de minimum 50%. L'excès de nutriments dans l'environnement peut être une source majeure de pollution de l'atmosphère, des sols et de l'eau, et avoir également un impact négatif sur la biodiversité et le climat.

La Commission propose de réduire de 50% la vente d'antimicrobiens à destination du secteur de l'élevage et de l'aquaculture, et de stimuler le

développement de l'agriculture biologique, l'objectif étant que 25% des terres agricoles soient affectées à l'agriculture biologique à l'horizon 2030.

### De la ferme à la table

Notre alimentation, notre santé, notre planète, notre avenir



**Garantir que les Européens bénéficient d'une alimentation saine, durable et abordable**



**Lutter contre le changement climatique**



**Protéger l'environnement et préserver la biodiversité**



**Une rémunération économique équitable dans la chaîne alimentaire**



**Renforcer l'agriculture biologique**

(1) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1590404602495&uri=CELEX%3A52020DC0381>

## Stratégie pour la biodiversité à l'horizon 2030

La perte de biodiversité et la crise du climat sont intimement liées et ces deux phénomènes se renforcent mutuellement. La restauration des forêts, des sols et des terres humides, ainsi que la création d'espaces verts dans les villes, nous aideront à atténuer le changement climatique, un objectif qui doit absolument être réalisé d'ici à 2030.

La stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030<sup>(1)</sup>, présentée le 20 mai 2020, vise à « ramener la nature dans nos vies. »

Cette nouvelle stratégie paneuropéenne vise à transformer au moins 30% des terres et 30% des mers d'Europe en zones protégées, à restaurer partout en Europe les écosystèmes terrestres et marins aujourd'hui dégradés, et à affecter chaque année 20 milliards d'euros à la protection de la biodiversité, par le biais de différentes sources de financement, notamment des fonds européens et des fonds nationaux et privés. Cette stratégie fera de l'UE un leader mondial de la lutte contre la crise internationale de la biodiversité.

(1) [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/actions-being-taken-eu/eu-biodiversity-strategy-2030\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/actions-being-taken-eu/eu-biodiversity-strategy-2030_fr)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Les zones rurales pourraient-elles tirer profit d'une terminologie « alternative » ?

Dave Odegard et Maja Svensson, Svengard & Co.

C'est sous la forme d'une liste que tout a commencé. Une liste d'expressions et de formulations souvent utilisées pour désigner ou décrire les zones rurales en Suède, mais que les deux créatifs à l'origine de ce lexique jugeaient inappropriées, condescendantes et même dommageables. Le premier Lexique suédois du monde rural a été mis en ligne en 2017. On y trouve des explications, des exemples et des termes recommandés à titre d'alternative. Même s'il est rédigé en suédois, il est universel dans son esprit.



**Dave Odegard et Maja Svensson, Svengard & Co.**, une équipe de rédacteurs et de traducteurs freelance basée en Suède, collaborent avec le Réseau rural suédois  
[info@svengard.se](mailto:info@svengard.se)

Le Lexique suédois du monde rural a été préparé par Rural Sweden (« Hela Sverige ska leva! » en suédois), une organisation nationale regroupant des antennes locales et régionales qui défend les intérêts des communautés rurales en Suède. Ce lexique est désormais une composante clé de la stratégie de communication du groupe.

« Nous avons pour mission d'œuvrer en faveur du développement rural, afin de mettre en place des conditions favorables à tous en Suède, dans un souci d'équilibre entre les villes et des zones rurales, » explique Terese Bengard, directrice de Rural Sweden.

Une entrée de ce lexique fait référence au fait que les zones rurales sont souvent définies par rapport à des zones plus densément peuplées, par exemple la « Ville X » et sa campagne environnante ». L'on a ainsi l'impression que « la campagne » appartient à la « Ville X ». Le lexique suggère d'autres formulations, comme : « la proche campagne », « la campagne à proximité de la Ville X », voire « la zone rurale Y et sa ville voisine X », les deux termes étant ici inversés.

Madame Bengard explique que l'idée de ce lexique leur est venue alors que le groupe planchait sur une nouvelle stratégie de communication. Tous les membres de l'équipe, qui combinent ensemble des années d'expérience dans le domaine du développement rural, y ont contribué.

Cette initiative relève d'un effort linguistique visant à contrer la « norme urbaine ». Tout comme c'est le cas pour l'hétéronormativité ou le privilège blanc, ce terme identifie et



© Emilia Bergmark Jiménez

met en avant des valeurs tacites, qui sont souvent acceptées sans être remises en question. Il traduit, voire valide, une répartition inégale du pouvoir dans la société, qui concerne ici spécifiquement les zones rurales et urbaines.

Comme l'explique Terese Bengard, la « norme urbaine » considère les choses du point de vue de la ville. La ville est « la normalité », la « norme » à travers laquelle les personnes élaborent leur vision du monde, l'autre étant ici « différent ».

Les conséquences de l'utilisation de cette « norme urbaine » sont loin de se limiter au langage. La norme urbaine peut influencer l'opinion publique, la dynamique sociale au sein d'un pays, voire la façon dont les gouvernements répondent aux besoins de leurs propres citoyens.

Selon Maria Gustafsson, directrice du Réseau rural suédois – dont Rural Sweden est d'ailleurs membre – la « norme urbaine » peut empêcher les décideurs politiques d'adopter des lois ou des programmes qui soutiennent les zones rurales, même si c'est là leur objectif.

Et de poursuivre : « L'image des zones rurales est de moins en moins nuancée, et l'on risque dès lors de ne pas percevoir les véritables opportunités et les réels défis. Et dans ce cas, les politiques – ou leur mise en œuvre – seront toujours inadaptées, et donc inefficaces. »

Les mots et le regard que nous portons sur les choses peuvent influencer la façon dont les ressources sont affectées. « C'est peut-être d'ailleurs notre objectif à long terme : la répartition des ressources. C'est ce qui permet à un petit projet de voir





© Emilia Bergmark Jiménez

le jour, par exemple le Lexique suédois du monde rural », et cela peut avoir, comme elle le souligne, un impact important, pouvant aller jusqu'à l'affectation d'un pourcentage plus important des fonds publics aux communautés rurales.

Un exemple illustre très bien comment l'utilisation de la langue de la « norme urbaine » peut influencer les politiques publiques : l'utilisation différente des termes « soutien » ou « investissement » lorsqu'il est question des dépenses fiscales. Dans les débats sur les dépenses publiques, par exemple en matière d'infrastructures, on parle habituellement de « soutien » lorsqu'il s'agit de zones rurales, mais bien plus souvent d'« investissements » si les bénéficiaires sont des communautés urbaines.

Comme le montre le Lexique suédois du monde rural, cette différence témoigne d'un jugement de valeur. Un investissement est « quelque chose de bon et nécessaire pour le pays », alors que le soutien est considéré comme « quelque chose accordé par bienveillance à des personnes ou des communautés défavorisées ».

Selon Teresa Bengard, pour améliorer les choses, il faut aussi identifier les problèmes dans les zones rurales, imaginer des solutions, identifier des politiques publiques connexes et les adapter, si nécessaire, afin qu'elles répondent mieux aux besoins des zones rurales. Mais pour cela, il faut s'attacher à mieux comprendre la situation, dialoguer et coopérer... ce qui se fait bien plus facilement lorsqu'on dispose de termes appropriés pour décrire les choses.

Ce combat contre le langage de la « norme urbaine » dépasse la simple compilation de ce Lexique suédois du monde rural. Peu de temps après la publication de celui-ci, Rural Sweden a en effet dû gérer les conséquences d'une annonce de responsables du gouvernement suédois, qui s'apprêtaient à « délocaliser » des emplois, de Stockholm vers les zones rurales. Ce terme a été repris et relayé par des journalistes qui couvraient ce sujet.

« Nous leur avons signalé que le terme 'délocaliser' [utilisé pour décrire cette initiative] n'était guère judicieux, » indique Teresa Bengard, car il donne l'impression que les emplois

créés pour les membres de communautés rurales ont été « pris » à des citoyens. « Les journalistes ont revu leur copie et sont parvenus à très bien exprimer les choses, de manière plus neutre. »

En 2019, le Réseau rural suédois a adopté le Lexique suédois du monde rural et l'a enrichi. Il y a ajouté des dizaines de suggestions terminologiques, afin que ses organisations membres puissent désormais s'exprimer de manière plus neutre, avec des termes moins « connotés ».

« Tout est finalement une question de relations de pouvoir », explique Maria Gustafsson. « Et celui qui le détient doit s'ouvrir à d'autres perspectives. »

Teresa Bengard regrette qu'alors que la Suède se targue d'être connue pour son ouverture à d'autres points de vue et sa volonté de remettre en question la dynamique de pouvoir des normes sociales, elle ne s'attache pas tellement à examiner dans quelle mesure ce « discours » parvient aux gens, que ce soit en Suède ou ailleurs.

« Nous pensons peut-être que nous faisons bien ce genre de choses, mais ce n'est peut-être pas le cas », poursuit-elle.

En mai 2020, peu de temps après cette interview lors de laquelle Teresa Bengard avait insisté sur ce point, le REDR convoquait sa 17<sup>e</sup> réunion des Réseaux ruraux nationaux, coorganisée en ligne par la cellule d'animation du Réseau rural suédois. Avec, notamment au programme de ce webinaire, un débat et des échanges d'information entre les RRN sur la façon dont le langage et les formulations habituelles impactent le développement rural et l'image de ces régions...

#### POUR EN SAVOIR PLUS

L'équilibre entre le monde « urbain » et « rural » et la terminologie susceptible de l'influencer figuraient parmi les thèmes examinés lors de la 17<sup>e</sup> réunion des RRN, organisée le 7 mai 2020, [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/17th-nm-meeting-webinar\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/17th-nm-meeting-webinar_fr)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Améliorer la diversité dans l'agriculture européenne grâce à l'inclusion des femmes

Sally Shortall

La prospérité et la réussite du secteur agricole reposent en très grande partie sur l'intégration des femmes dans l'agriculture européenne – mais il y a encore du pain sur la planche.



**Professeure Sally Shortall**,  
Duke of Northumberland  
Chair of Rural Economy,  
Centre for Rural Economy, School of Agriculture,  
Food and Rural Development,  
Newcastle University  
sally.shortall@newcastle.ac.uk

La structure de l'agriculture et le rôle des femmes dans ce secteur varient énormément d'un État membre à l'autre. Selon Eurostat,<sup>(1)</sup> 70% des agriculteurs européens sont de sexe masculin et la norme culturelle sous-entend que l'agriculture est un « métier d'homme ». Or, nous savons que les femmes assument une part considérable des travaux agricoles et qu'elles sont souvent associées aux décisions de gestion des exploitations.<sup>(2)</sup> (Eurostat, 2018 ; FAO, 2018). La recherche a d'autre part montré que la diversification est une des clés du succès.<sup>(3)</sup> Voilà pourquoi il faut absolument mieux intégrer les femmes dans le secteur de l'agriculture.

Il est rare, en général, que les femmes héritent de terres. Dans des États membres comme la Lettonie et la Lituanie, les femmes sont nettement plus nombreuses à posséder des fermes ou des exploitations agricoles. Mais il s'agit le plus souvent de très petites exploitations,



© Freepik

qui pratiquent l'agriculture de subsistance, et non d'exploitations commerciales.

Certains pays ont pris d'importantes mesures pour tenter de modifier les schémas culturels de transfert de la propriété foncière, mais celles-ci n'ont eu qu'un succès limité. En 1974, la Norvège a ainsi adopté la loi sur la propriété individuelle, qui fait de l'aîné des enfants l'héritier légal de l'exploitation. Pourtant, la plupart des propriétaires d'exploitations agricoles restent toujours des hommes.<sup>(4)</sup>

L'Irlande sort en revanche du lot : seulement 12% des propriétaires d'exploitations agricoles sont des femmes. En 2017, une femme seulement siégeait au Conseil national (sur 56 membres au total !), l'organe de gouvernance de l'Irish Farmers' Association (IFA). L'IFA a mis en place une Commission de la diversité, afin d'améliorer la représentation des femmes en son sein. En 2019, elle a ensuite lancé une stratégie pour la diversité,

(1) Eurostat (2018) – Statistiques de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-statistical-books/-/KS-FK-18-001>

(2) Eurostat (2018), cit. et FAO (2018) What gender mainstreaming means in practice: Cases from selected countries in the European Union, <http://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1145225/>

(3) Pearson, R. and Elson, D., (2015) Transcending the impact of the financial crisis in the United Kingdom: towards plan F—a feminist economic strategy. *feminist review*, 109(1), pp.8-30, <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1057/fr.2014.42>

(4) Shortall S, McKee A, Sutherland L-A. (2020) The performance of occupational closure: The case of agriculture and gender. *Sociologia Ruralis* 60(1), 40-57, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/soru.12279>





© Freepik

qui fixe des objectifs et des quotas pour renforcer la participation active des femmes dans l'IFA. Le résultat ? Treize pour cent des membres du Conseil national sont aujourd'hui des femmes.

Les réflexions de l'IFA sur la diversité et le nombre de représentants de sexe féminin trouvent un écho favorable. L'IFA n'est pas la seule association agricole à ne compter qu'une poignée de femmes membres. En Autriche par exemple, où l'organisation des femmes agricultrices a un réel poids, les neuf chambres de commerce agricoles sont présidées par des hommes. On voit donc que les femmes sont sous-représentées aux postes décisionnels de haut niveau.

Un peu partout en Europe, d'autres initiatives ont été lancées pour améliorer la visibilité des femmes dans le secteur agricole, notamment divers prix qui récompensent les efforts d'innovation des agricultrices. En 2012, le Copa-Cogeca (Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne & Comité général de la coopération agricole de l'Union européenne) a ainsi lancé le Prix européen de l'innovation pour les agricultrices, qui récompense les nombreux projets innovants mis en œuvre par

les femmes du secteur en Europe. En Espagne, un prix similaire récompense également les agricultrices innovantes.<sup>(5)</sup>

Fort des conclusions d'une étude, le Gouvernement écossais a décidé d'affecter chaque année jusqu'en 2024, des sommes considérables au renforcement de la participation des femmes au secteur agricole et à l'élaboration d'une charte de l'égalité.<sup>(6)</sup>

L'on ne peut que se réjouir de voir des organisations agricoles réfléchir à la question de la diversité et les gouvernements mettre en œuvre des activités pour améliorer la visibilité des femmes et élaborer des chartes de l'égalité. Pourtant, à elles seules, toutes ces initiatives positives ne suffisent pas. La capacité des femmes n'est ici nullement en cause, mais bien plus les normes culturelles et l'exclusion structurelle inconsciente.<sup>(7)</sup> L'UE s'est engagée en faveur de l'intégration de la dimension de genre, et elle doit donc inciter les États membres à prendre très au sérieux cette responsabilité et garantir une réelle participation des femmes actives dans l'agriculture aux processus décisionnels, notamment dans les accords de partenariats pour la préparation des nouveaux plans stratégiques pour la PAC. La diversité et l'inclusion amélioreront la viabilité financière du secteur.

(5) FAO (2018) cit.

(6) Scottish Government (2019) Women in Agriculture Taskforce: rapport final, <https://www.gov.scot/publications/final-report-women-agriculture-taskforce/>

(7) Shortall et al., cit.



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Les femmes, agents d'innovation sociale dans les zones rurales

Cristina Dalla Torre et Elisa Ravazzoli

Cet article est basé sur des travaux de recherche du projet SIMRA – Social Innovation in Marginalised Rural Areas (Innovation sociale dans les zones rurales marginalisées - un projet Horizon 2020 qui s'est achevé début 2020) – et du projet REXSAC (financé par Nordforsk). Il propose une réflexion sur les expériences et initiatives de renforcement de l'autonomisation des femmes et de la résilience communautaire dans les zones rurales du monde entier.<sup>(1)</sup>



**Cristina Dalla Torre**, chercheuse à l'Eurac, l'institut de recherche pour le développement régional, Italie  
[cristina.dallatorre@eurac.edu](mailto:cristina.dallatorre@eurac.edu)  
 et  
**Elisa Ravazzoli**, chercheuse principale et responsable du groupe de recherche – Eurac – Institut de recherche pour le développement régional, Italie  
[elisa.ravazzoli@eurac.edu](mailto:elisa.ravazzoli@eurac.edu)

Aux quatre coins du monde, les femmes rurales contribuent à transformer de manière innovante le tissu social et économique de leur communauté. Elles se heurtent cependant à la vision traditionnelle de l'entrepreneuriat – une activité jugée « masculine » – et peinent à se faire reconnaître et respecter en tant que créatrices d'entreprise et leaders au sein de leur communauté. Elles travaillent donc souvent dans des exploitations ou des entreprises familiales, bénévolement ou en étant sous-payées, ou consacrent leur vie à l'éducation des enfants.

Les recherches menées par le projet SIMRA dans des régions rurales d'Europe (Italie, Serbie et R.-U.) et dans le bassin méditerranéen (Liban et Maroc), ainsi que par le projet REXSAC, dans le Nord du Canada, ont mis en évidence que de nombreuses initiatives menées par des femmes visaient à renforcer leur propre autonomisation ou celle de leurs communautés. Ces organisations regroupent ces initiatives qui font des femmes rurales des actrices du changement social sous le vocable d'« Innovation sociale emmenée par les femmes ».

Les initiatives d'innovation sociale emmenée par les femmes, lancées dans des régions rurales marginalisées, sont très diversifiées, allant de la promotion d'activités traditionnelles à l'offre de services ou de biens innovants, notamment dans le domaine de l'agriculture sociale, de l'agriculture biologique, de la commercialisation à l'international de produits traditionnels locaux, de l'échange intergénérationnel de savoir-faire traditionnel et de services d'accélération d'entreprise. Leurs modèles organisationnels, fondés sur l'engagement social – coopératives sociales, entreprises ou associations – ont également un caractère novateur.



© Ljiljana Gusić

Les exemples d'innovation sociale emmenée par les femmes sont nombreux : coopérative sociale de femmes marocaines pour la vente d'huile d'argan ; coopérative sociale d'agricultrices italiennes proposant des services de garde d'enfants dans les fermes ; service britannique de conseil et d'accélération d'entreprise pour des commerçantes, directrices de micro-entreprises ou fondatrices d'organisations à but non lucratif. En Serbie, une association forme des femmes à la production et à la transformation de légumes biologiques cultivés sous serre. Au Canada, un programme d'apprentissage informel apprend à des femmes à coudre des parkas et à préparer des repas pour les membres les plus vulnérables de la communauté locale. Au Liban, une coopérative sociale fait la promotion du patrimoine gastronomique régional tout en transformant la production locale excédentaire.

Ces études de cas partagent une série de points communs, tels que leur localisation dans des régions, qui, sur le plan démographique, sont marquées par l'exode rural et/ou l'exode des cerveaux, et des défis au niveau des infrastructures, qui se traduisent par des

(1) Les auteurs tiennent à remercier pour leur contribution Sophie Alkhaled, Valentino Marini Govigli, Mohammed Bengoumi, Houda Chorti, Jasmiini (Pylkkänen) Fransala, Verena Gramm, Elena Gorriz-Mifsud, Sarah Jack, Arbia Labidi, Mariana Melnykovich, Patricia Sfeir et Ivana Zivojinovic.

coûts de transport et de production élevés. Parmi leurs spécificités géographiques et culturelles, citons leur localisation dans des territoires arides, montagneux et/ou insulaires et des valeurs patriarcales dominantes qui ont pour effet de marginaliser les femmes sur le plan socioéconomique.

### MOTEURS, OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS

Le projet SIMRA a analysé les moteurs de l'innovation sociale et leur impact sur le bien-être et la résilience des communautés rurales. Cette analyse a révélé que les facteurs qui incitent les femmes à se lancer et à mettre en œuvre des initiatives d'innovation sociale sont liés à une situation de départ désavantageuse : absence de capital économique, de visibilité politique et de soutien à leurs activités. Toutefois, comme elles font preuve de créativité et d'une vocation sociale, ces femmes réussissent à identifier et à exploiter des opportunités, telles que les réseaux, associations et institutions de femmes au niveau local et international, l'existence de ressources primaires et une demande accrue sur les marchés pour des services et des produits innovants.

Dans la phase initiale du développement de l'idée, ces initiatives de femmes se heurtent toutefois à des obstacles, tels que la méfiance des hommes à l'égard de leur capacité à lancer des initiatives prometteuses. À cela s'ajoute le fait que les femmes doutent aussi elles-mêmes de la viabilité économique de leurs initiatives.

Un aspect positif intéressant de l'innovation emmenée par les femmes est son impact sur le bien-être et la résilience de leur communauté rurale. Grâce à ces initiatives, ces femmes deviennent un point de référence pour leur communauté et contribuent à renforcer les liens communautaires. En créant leurs propres opportunités professionnelles dans le domaine de l'entrepreneuriat social, ces femmes acquièrent des compétences et assument un rôle social dans la communauté ; leur indépendance économique et leur pouvoir décisionnel se renforcent également. Dans certains cas, elles deviennent des actrices clés de l'offre de services sociaux décentralisés dans les zones rurales (garde d'enfants, formation et éducation, repas solidaires), et dans l'acquisition de techniques et de matériel de production spécialisés pour la communauté.

Toutes ces initiatives ont un impact positif : valorisation des traditions locales, des produits alimentaires locaux et de l'artisanat local, promotion du mode de vie rural et des valeurs écologiques et encouragement à une répartition plus équitable des revenus entre les genres et les membres de la communauté.

### IMPACTS

Au terme de l'analyse des études de cas SIMRA et REXSAC, nous avons conclu qu'en devenant des agents d'innovation sociale dans les zones rurales, les femmes s'autonomisent et améliorent aussi le bien-être et la résilience de toute leur communauté. Tout d'abord, les initiatives emmenées par les femmes mobilisent la coopération de type base-sommet avec des acteurs externes, permettant l'acquisition des ressources nécessaires. Elles investissent ainsi du temps dans leur communauté. Il arrive

cependant parfois qu'elles croulent sous le poids de leurs activités bénévoles.

D'autres études sont nécessaires pour mettre en évidence le possible impact positif de ces initiatives sur les femmes elles-mêmes. Une chose est cependant sûre : l'innovation sociale emmenée par les femmes crée un cercle vertueux de développement socioéconomique.

Ces « meneuses » encouragent un développement coopératif, pacifique et humain. Leurs initiatives favorisent un développement intégré de leur communauté, en diversifiant les activités économiques traditionnelles et en développant des activités qui n'exigent qu'un capital de démarrage limité. La forme coopérative des initiatives permet le partage du risque entrepreneurial entre les membres et améliore le potentiel de viabilité financière. Dans le même temps, les femmes peuvent également jouer un rôle dans l'intégration des services sociaux publics (par ex. éducation et soins aux membres les plus vulnérables de la communauté). Elles doivent donc bénéficier d'un soutien des administrations publiques, par le biais de partenariats public-privé, selon une logique de partage des responsabilités entre le secteur privé et public en ce qui concerne l'offre de services sociaux dans les communautés rurales. Il est donc important que les administrations publiques mettent en place des conditions propices à l'innovation sociale emmenée par les femmes et mettent à leur disposition des possibilités d'expérimentation, d'innovation et d'apprentissage.



#### POUR EN SAVOIR PLUS

Le projet H2020 SIMRA (2016-2020) a cherché à promouvoir et améliorer la compréhension de l'innovation sociale et de la gouvernance innovante dans l'agriculture, la foresterie et le développement rural, notamment dans les zones rurales marginalisées d'Europe, en particulier dans la région méditerranéenne. Visitez le site web du projet à l'adresse : [www.simra-h2020.eu](http://www.simra-h2020.eu)

- Études de cas d'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées : [www.simra-h2020.eu/index.php/simra-case-studies/](http://www.simra-h2020.eu/index.php/simra-case-studies/) <https://womeninthearticandantarctic.ca/2019/08/26/jasmiini-pylkkanen/>
- Article : <http://www.simra-h2020.eu/index.php/2018/03/09/social-innovations-focusing-on-women-in-marginalised-rural-areas-across-europe-and-the-mediterranean/>
- Guide pratique : <http://www.simra-h2020.eu/index.php/practice-guide/>
- REXSAC (Resource Extraction and Sustainable Arctic Communities, Extraction des ressources et collectivités arctiques durables) : <https://www.rexsac.org/research/>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# RURITAGE – Le patrimoine au service de la revitalisation des zones rurales

**Simona Tondelli**

Les communautés rurales du monde entier nous racontent l'histoire de milliers d'années d'interactions entre la nature, la culture et les hommes. Elles portent en elles des traditions, une gastronomie, des paysages et un capital humain uniques. Mais elles sont aussi aujourd'hui confrontées à des défis démographiques et socioéconomiques.



**Simona Tondelli**,  
coordinatrice du  
projet RURITAGE  
[ruritage@unibo.it](mailto:ruritage@unibo.it)

RURITAGE est un projet d'une durée de quatre ans financé par le programme Horizon 2020. Lancé en juin 2018, il associe 38 partenaires de 19 pays de l'UE et d'ailleurs. Son objectif ? Faire des régions rurales un laboratoire du développement durable et montrer que le patrimoine culturel et naturel (tangibles et intangibles) peut être un moteur de revitalisation locale et d'autonomisation communautaire.

RURITAGE a identifié six axes pour la revitalisation des communautés rurales, appelés les « Domaines d'innovation systémique ». Il s'agit des pèlerinages, de la production alimentaire locale, des arts et des festivals, de la gestion des paysages, de la migration et de la résilience.

Le projet a également identifié 13 « Modèles de rôle », c'est-à-dire des territoires ruraux qui sont parvenus à se « revitaliser » en mettant en valeur leur patrimoine culturel et naturel, autour des six domaines d'innovation systémique. Ruritage a ensuite classé, décrit et analysé les pratiques, les *business models*, le cadre de gouvernance et les mécanismes de revitalisation de ces modèles de rôle afin de mieux comprendre comment ceux-ci pourraient être une source d'inspiration pour d'autres zones rurales. Sept modèles de rôle supplémentaires ont été sélectionnés au terme d'un appel ouvert à candidatures, lancé durant l'automne 2018.

## MODÈLES DE RÔLE

Le Camino de Santiago (Espagne) et Via Mariae (Roumanie), deux de ces modèles de rôle, ont identifié les chemins de pèlerinage et les sentiers de randonnée comme faisant partie de leur patrimoine culturel et naturel. Ces chemins ont été mis en valeur pour les faire connaître dans le monde entier.



© RURITAGE

Dans le cas de « Coffee Landscape of Colombia » et de la production agroalimentaire locale, dans les Pouilles (Italie), c'est la production alimentaire locale qui a servi de canal dynamique et diversifié pour le partage d'histoires, l'établissement de relations et le renforcement communautaire.

L'association à but non lucratif PIAM, à Asti (Italie) et le Géoparc mondial UNESCO Lesbos (Grèce) ont, quant à eux, saisi les opportunités créées par l'arrivée de migrants dans leur territoire pour stimuler la revitalisation rurale, par exemple en repeuplant des zones abandonnées et en régénérant la croissance économique et sociale. PIAM a mis l'accent sur l'accueil et l'inclusion des migrants, tandis que Lesbos a développé des programmes d'intégration et d'information sur le patrimoine culturel et naturel, à l'intention des nouveaux migrants ainsi que de la population locale.

Les arts et les festivals gagnent toujours plus en popularité dans les zones rurales. Lorsque ces dernières favorisent la participation des personnes de tous âges et de toutes capacités, les zones rurales peuvent générer un nouveau capital culturel et promouvoir la créativité. Deux initiatives se distinguent : TakeArt (R.-U.)





dans le Somerset, qui s'emploie à assurer l'accès de toutes les communautés à des expériences artistiques professionnelles, et Visegrád (Hongrie), qui a développé une stratégie narrative locale et organisé un festival médiéval annuel pour promouvoir le tourisme local.

Le Wild Atlantic Way (IE), le paysage culturel Duero-Douro (ES et PT) et le paysage domanial d'Austrått et d'Ørland (imposantes demeures de campagne avec des terres – NO) sont de parfaits exemples de modèles de gouvernance et de gestion intégrée et diversifiée du paysage qui ont stimulé le développement régional en exploitant le patrimoine naturel et culturel.

Enfin, RURITAGE a aussi exploré le concept de résilience en tant que moteur de revitalisation. La résilience permet de transformer des défis (tels que les risques de catastrophe naturelle mais aussi les crises économiques et sociales) en véritables opportunités d'apprentissage et de développement, en favorisant l'appropriation responsable du patrimoine culturel et naturel dans les zones rurales. De bons exemples sont ici les géoparcs mondiaux UNESCO Psiloritis (Grèce) et Katla (Islande).

### AGENTS DE RÉPLICATION « RURITAGE »

Six autres zones rurales sont en outre associées au projet en tant qu'Agents de répliation : le Géoparc mondial UNESCO Magma (Norvège) ; Negova (Slovénie) ; Appignano del Tronto (Italie) ; le Géoparc mondial UNESCO Geo-Naturepark (Allemagne) ; le Géoparc mondial UNESCO Karavanke/Karawanken (Autriche) et le Géoparc d'Izmir dans les bassins de Gediz-Bakircay (Turquie). Au cours des 18 premiers mois du projet, ces territoires se sont activement employés à tirer des enseignements des stratégies exemplaires des modèles de rôle et à les adapter ensuite à leur propre contexte local par le biais d'échanges de connaissances avec des partenaires du projet et en mobilisant des acteurs locaux.

Chaque modèle de rôle et chaque agent de répliation ont mis en place un « Réseau du patrimoine rural » qui rassemble à la fois une communauté d'acteurs locaux et propose un espace physique permettant aux membres de cette communauté de se rencontrer et d'échanger. L'objectif est de partager les connaissances acquises au niveau local et de recueillir les points de vue, contributions et idées des communautés sur les stratégies locales de revitalisation. Ces plateformes regroupent aujourd'hui plus de 2 500 personnes.

Les agents de répliation ont élaboré des plans d'action pour la revitalisation rurale ; les actions et mesures étant mises en place au niveau local, en collaboration avec la communauté d'acteurs locaux. Parmi ces actions, citons des formations pour développer les connaissances locales, les festivals artistiques et les possibilités

d'échange pour des artistes internationaux, la promotion des sentiers de pèlerinage et des itinéraires de randonnées pédestres et cyclistes, et l'intégration des migrants dans les activités communautaires.

Tandis que les agents de répliation commencent à mettre en œuvre leurs actions, les Modèles de rôle ont fait part de leur souhait d'améliorer leurs propres stratégies. Pendant ce temps-là, les partenaires de RURITAGE s'emploient à développer des outils et des méthodologies pour faciliter la mise à l'échelle et la reproduction de l'approche RURITAGE et la rendre accessible à toutes les zones rurales.

Le projet a déjà les yeux tournés vers l'avenir et travaille actuellement à la création d'une marque pour promouvoir les projets de revitalisation fondés sur le patrimoine. Parmi les activités déjà planifiées, citons une « université d'été » et le développement d'un programme de Master professionnel en patrimoine culturel et naturel, appelés à devenir des ressources pour la revitalisation des zones rurales.

### ET DEMAIN

La résilience est l'un des moteurs de la revitalisation rurale. RURITAGE en est conscient, et, dans le contexte de l'actuelle pandémie de COVID-19, il a lancé un appel à actions pour des approches susceptibles d'aider les communautés rurales à croître et à renforcer leur résilience.

RURITAGE a commencé par rechercher les principales menaces que fait peser la pandémie sur les zones rurales, tout en examinant comment faire de ces défis des opportunités de développement rural et de revitalisation. Un atelier participatif sur ce thème a été organisé le 28 mai 2020, lors de l'Assemblée générale de RURITAGE. Le 8 juin, un webinaire ouvert au grand public a présenté les premières réflexions de RURITAGE aux institutions et parties prenantes concernées (notamment la Commission européenne, le Conseil de l'Europe et le REDR). Les résultats de ces deux exercices et de cette réflexion figurent dans le document de vision : « Thinking beyond the COVID-19 crisis : heritage-based opportunities for the regeneration of rural areas » (Voir au-delà de la crise du COVID-19 : opportunités de revitalisation des zones rurales basées sur le patrimoine).

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Site web de RURITAGE : <https://www.ruritage.eu/project/>

Université d'été et programme de Master professionnel  
RURITAGE : <https://www.ruritage.eu/join-us/>

Document de vision de RURITAGE : « Thinking beyond the COVID-19 crisis: heritage-based opportunities for the regeneration of rural areas » : <https://www.ruritage.eu/resources/publications/>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Promouvoir les communautés locales d'énergie dans les zones rurales

Cynthia Echave et Danilo Čeh

Le « Med Renewable Energy Project » a pour objectif de capitaliser sur les résultats de différents projets Interreg dans le domaine des énergies renouvelables, et de promouvoir ainsi des stratégies intégrées de transition énergétique



**Cynthia Echave**,  
Agence d'écologie  
urbaine de  
Barcelone (Espagne)  
[info@cynthiaechave.com](mailto:info@cynthiaechave.com)  
et

**Danilo Čeh**, Centre  
d'études scientifique  
Bistra Ptuj (Slovénie)  
[danilo.ceh@bistra.si](mailto:danilo.ceh@bistra.si)

« Med Renewable Energy » est un projet de coopération transnationale (cofinancé par le Fonds européen de développement régional au titre du Programme Interreg MED 2019-2022) qui associe plus de 110 institutions de 10 États membres de l'UE et de trois pays du voisinage, tous situés dans la région méditerranéenne (« Med »).

Le projet a élaboré l'initiative « Unités de transition écosystémique » (Ecosystemic Transition Units, ETU), une stratégie de capitalisation pour le transfert des résultats des différents projets Interreg Med axés sur les énergies renouvelables – la Communauté d'énergies renouvelables Med »

L'initiative ETU vise à promouvoir un modèle de transition énergétique basé sur une approche intégrée. L'objectif est de laisser et de donner aux territoires ruraux les moyens de définir leur feuille de route pour la transition énergétique grâce à un système de gouvernance reposant sur les cinq principes suivants : réponse écologique à la crise climatique, équité territoriale, innovation sociale, économie verte et engagement & coopération.

L'initiative a développé une boîte à outils rassemblant des outils techniques mis au point par la Communauté Med d'énergie renouvelable et entend à présent inciter les autorités locales et la société civile à les utiliser dans leurs plans de transition énergétique. Le modèle ETU peut aider les zones rurales à :

- intégrer une approche écologique dans la réponse à l'urgence climatique ;
- promouvoir l'équité territoriale entre zones urbaines et rurales ;



© Freepik

- stimuler l'innovation sociale, encourager l'autonomisation communautaire et favoriser l'accès des groupes les plus vulnérables de la société aux solutions d'énergie propre ;
- promouvoir l'économie verte en incitant les entreprises vertes à rejoindre des communautés d'énergie locales ; et
- plaider pour une coopération et une collaboration accrue entre les acteurs clés et les cadres stratégiques clés.

La transition énergétique peut être un catalyseur de revitalisation rurale en la replaçant sur une trajectoire plus verte et plus résiliente. Le projet Med Renewable Energy entend mettre en avant les lacunes et les opportunités dans ce domaine et rassembler les efforts des partenaires pour mieux répondre aux besoins des zones rurales.

La principale contribution du projet MED Renewable Energy est de promouvoir et de stimuler la production



© Freepik

et la consommation d'énergie renouvelable dans les zones rurales, en soutenant l'application et l'utilisation de la boîte à outils et du modèle ETU dans les domaines suivants : planification énergétique (à travers des plans sectoriels), communautés d'énergie (en sensibilisant les citoyens à la transition énergétique), gouvernance de l'énergie (en mettant en œuvre des politiques fiscales « vertes ») et installations énergétiques (conception et mise en œuvre)

### UN APPEL AUX ZONES RURALES

Le projet appelle les autorités locales à s'associer à l'initiative ETU et à intégrer sa boîte à outils et son modèle dans leurs plans de transition énergétique. L'ETU s'adresse aux petits villages et aux zones rurales de la Méditerranée continentale ou de ses îles. Le projet est déployé dans trois zones stratégiques – la Méditerranée occidentale, la Méditerranée adriatique et la Méditerranée orientale – qui bénéficient du soutien de cinq groupes de travail, basés respectivement en Espagne, en Italie, en Slovénie, en Croatie et en Grèce.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

**Communauté d'énergie renouvelable en Méditerranée (« Med Renewable Energy Community »):**

<https://interreg-med.eu/news-events/news/detail/actualites/renewable-energy-med-community-is-pleased-to-announce-etu-initiative-manifesto/>

Programme Interreg MED : <https://interreg-med.eu/>



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Reconnaître la contribution essentielle des petites exploitations à la sécurité alimentaire

Nevena Alexandrova, Giulia Palestini et Sandra Šūmane

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière plus clairement que jamais l'importance des systèmes alimentaires régionaux. Le projet Horizon 2020 SALSA a tiré des leçons permettant de mieux comprendre la contribution des petites exploitations agricoles et entreprises alimentaires à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN).



**Nevena Alexandrova**,  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
[nevena.alexandrova@fao.org](mailto:nevena.alexandrova@fao.org)

**Giulia Palestini**,  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
[giulia.palestini@fao.org](mailto:giulia.palestini@fao.org)

et **Sandra Šūmane**,  
Centre d'études baltes (BSC)  
[sandra.sumane@gmail.com](mailto:sandra.sumane@gmail.com)

Il y a dans le monde 500 millions de petites exploitations agricoles qui soutiennent près de 2 milliards de personnes et contribuent à la biodiversité, au développement rural durable et à la résilience climatique. Rien que dans l'Union européenne, plus de trois quarts des exploitations agricoles sont des petites exploitations<sup>(1)</sup>. Leur importance au sein du secteur agroalimentaire et leur contribution à la sécurité alimentaire sont pourtant souvent sous-estimées et les programmes de politique axés sur leur soutien et la réponse à leurs besoins sont assez peu nombreux.

Le projet H2020 SALSA (2016-2020) – Small farms, small food businesses and sustainable food and nutrition security (Petites exploitations, petites entreprises alimentaires et sécurité alimentaire et nutritionnelle durable) – a voulu mieux faire comprendre la contribution actuelle et potentielle des petites exploitations et des petites entreprises alimentaires à la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. À cette fin, il a réuni 16 partenaires d'Europe et d'Afrique et a utilisé des approches transdisciplinaires et participatives. Dans les régions d'Europe et d'Afrique étudiées par le projet, les petites entreprises contribuent en grande partie à la production régionale totale. Le projet a donc formulé des recommandations stratégiques visant à libérer le potentiel des petits exploitants.

Les conclusions du projet SALSA révèlent que les petites exploitations agricoles et les petites entreprises alimentaires jouent un rôle clé en comblant les lacunes des chaînes d'approvisionnement alimentaire

« industrialisées » — en termes d'utilisation des terres, de variétés locales et de créneaux. Elles contribuent aussi clairement à la lutte contre la pauvreté rurale tout en apportant des avantages environnementaux et sociaux. Les petites exploitations, en particulier, contribuent durablement à la disponibilité alimentaire régionale et à l'accès de leur communauté à des produits frais et nutritifs.

L'importance du rôle des petites exploitations dans la disponibilité alimentaire régionale dépend à la fois de l'intégration du système alimentaire régional dans le commerce alimentaire mondial et de la nature de leurs liens avec leur système alimentaire régional. Les petits exploitants des pays d'Afrique et d'Europe de l'Est analysés par le projet SALSA contribuent davantage à la disponibilité alimentaire régionale car ils utilisent leur production pour nourrir leur propre ménage ou la vendent sur les marchés locaux. En revanche, s'agissant des petites exploitations du nord et du sud de l'Europe, SALSA n'a pas démontré une contribution importante à la production régionale totale, ce qui s'explique soit par le petit nombre d'exploitations de ce type (nord de l'Europe), soit par le fait que la production est surtout exportée en-dehors de la région (sud de l'Europe).<sup>(2)</sup>

Selon les estimations du projet, dans 44% des systèmes alimentaires faisant l'objet de l'étude – principalement en Afrique et en Europe du Sud et de l'Est – la production des petites exploitations pourrait satisfaire l'intégralité de la demande alimentaire régionale, et même dans certains cas, générer des excédents.

(1) Il n'est pas facile de trouver une définition uniforme d'une « petite exploitation » dans le contexte européen (et plus encore en Afrique). SALSA a donc utilisé les critères suivants : exploitation agricole de moins de 5 ha et 8 Unités de dimension européenne – UDE (ce qui équivaut à 9800 € de marge brute standard, MBS) : <http://www.salsa.uevora.pt/conceptual-framework/>

(2) Pour en savoir plus sur les macro-régions, consultez les documents stratégiques à ce sujet à l'adresse : <http://www.salsa.uevora.pt/salsa-reports-publications/>

## Typologie SALSA des petites exploitations



1.

**Agriculture à temps partiel.**

L'agriculture est une activité secondaire qui complète d'autres sources de revenus. Il s'agit généralement de jeunes agriculteurs, qui ont fait le choix de se lancer dans ce secteur. Une partie importante de la production reste dans le ménage.



2.

**Agriculture traditionnelle de subsistance.**

Deuxième groupe, le plus pauvre et le plus âgé ; l'agriculture s'inscrit ici dans une tradition ; cette activité assure une part importante des revenus ; agriculture majoritairement de subsistance (pour la consommation du ménage).



3.

**Exploitation agricole commerciale.**

Agriculteurs relativement aisés, d'un certain âge et bien établis dans le secteur ; recours au travail familial ; accès aux marchés via des coopératives.



4.

**Agriculture commerciale spécialisée.**

Groupe le plus aisé, agriculteurs relativement âgés et bien établis dans le secteur ; recours important à la main-d'œuvre ; accès aux marchés par le biais de coopératives, investissements dans la certification.



5.

**Agriculture commerciale polyvalente.**

Représentée par des exploitants aisés, relativement jeunes et nouveaux dans le secteur ; recours important à la main-d'œuvre ; portefeuille d'acheteurs diversifié.

© SALSA

Malgré ces estimations optimistes, la poursuite de la contribution des petites exploitations à la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale n'est pas garantie. Dans l'Europe du Sud et de l'Est par exemple, 1,4 million de petites exploitations ont disparu entre 2010 et 2016,<sup>(3)</sup> une tendance qui devrait se poursuivre parallèlement au phénomène d'exode rural observé dans de nombreux pays.

Les bouleversements provoqués par la crise du COVID-19 font déjà apparaître des scénarios inattendus. Les restrictions aux déplacements limitent ainsi l'accès des agriculteurs aux marchés, avec pour conséquence des pertes alimentaires et une sécurité moindre. Cette situation a d'autre part suscité un intérêt accru pour la production alimentaire locale.

De nombreuses petites exploitations tentent de répondre à cette augmentation de la demande pour des produits locaux en se tournant vers de nouvelles méthodes de vente et de commercialisation, notamment l'utilisation des technologies numériques et la livraison directe. Ce faisant, elles peuvent souvent compter sur le soutien de services de vulgarisation et de conseil. Comme la FAO l'a récemment indiqué, il y a lieu, dans ce contexte, d'aider les petits exploitants à accroître leur productivité et à commercialiser leur production, notamment par le biais du commerce en ligne.

À cet égard, SALSA précise que les interventions et mesures de politique doivent être davantage axées sur le territoire, et prendre en compte les caractéristiques des systèmes alimentaires régionaux et les différents types de petites exploitations. Dans cette optique, SALSA a élaboré une typologie des petites exploitations, regroupées en cinq types (voir illustration ci-dessus). Ceux-ci se retrouvent dans toutes les régions de référence analysées mais leur contribution à la SAN varie en fonction de chaque type.

Deux recommandations majeures, valables pour tous les contextes analysés par SALSA peuvent être formulées : 1) la nécessité d'associer, de manière appropriée, diverses mesures de politique pour aider les petites exploitations à valoriser leur production. Celles-ci dégagent en effet davantage de bénéfices lorsqu'elles se spécialisent dans des produits de qualité et dans la transformation, et 2) la nécessité de stimuler les possibilités de coopération, car il

s'agit du type de gouvernance la plus susceptible d'autonomiser les petits exploitants.

Les recommandations spécifiques sur les approches capables de renforcer l'autonomie des petites exploitations sont résumées dans cinq documents stratégiques. Le premier dresse un aperçu de la situation, tandis que les quatre autres font le point sur la situation dans les territoires macro-régionaux analysés : Europe de l'Est, Europe du Nord, Europe du Sud et Afrique. SALSA décrit pour chacune de ces macro-régions les types de petites exploitations les plus représentatives et propose des mesures concrètes.

S'agissant du contexte européen, les mesures incitatives à la coopération restent la principale forme de soutien direct aux petites exploitations, l'accent étant mis sur le raccourcissement des circuits et les possibilités de collaboration. La mesure 16 « Coopération » des PDR s'est révélée très efficace pendant la période de programmation 2014-2020 de la PAC. Elle pourrait toutefois être encore améliorée, par exemple en l'associant à de nouveaux fonds pour financer l'innovation-produit, les collectifs de commercialisation et la sensibilisation des consommateurs.

Aujourd'hui plus que jamais, il est tout à fait impératif de planifier un ensemble de mesures efficaces et précoces pour aider les petites exploitations à garantir durablement la sécurité alimentaire.

**POUR EN SAVOIR PLUS**

Site web de SALSA : <http://www.salsa.uevora.pt/>

Rapports et publications du projet SALSA :  
<http://www.salsa.uevora.pt/salsa-reports-publications/>

FAO, « COVID-19 and the risk to food supply chains: How to respond? » (COVID-19 et chaînes d'approvisionnement alimentaire en danger : comment réagir ?) :  
<http://www.fao.org/3/ca8388en/CA8388EN.pdf>

FAO, « Extension and advisory services: at the frontline of the response to COVID-19 to ensure food security » (Services de vulgarisation et de conseil : en première ligne de la réponse au COVID-19 pour garantir la sécurité alimentaire) :  
<http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca8710en>

(3) Selon EUROSTAT, on dénombrait 10,5 millions d'exploitations dans l'UE en 2016, la grande majorité d'entre elles (95,2%) appartenant à la catégorie des exploitations familiales.  
[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture\\_statistics\\_-\\_family\\_farming\\_in\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Agriculture_statistics_-_family_farming_in_the_EU)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Un haut débit plus rapide pour les zones rurales

Jan Dröge

Comment assurer l'accès des zones rurales à une connexion internet de haute qualité ? Réflexions et actions du Réseau européen de Bureaux de compétences en matière de haut débit (Réseau BCO).<sup>(1)</sup>



**Jan Dröge,**  
Mécanisme de soutien du Réseau BCO, Chef d'équipe  
jan.droge@broadbandeurope.eu

Même si globalement, 86% du territoire européen bénéficiait d'une couverture internet à haut débit (vitesse de téléchargement de 30 Mbps) en 2019, ce pourcentage ne dépasse pas 59% dans les zones rurales, contre 47% en 2017.<sup>(2)</sup> S'agissant de l'accès au marché unique du numérique, les zones rurales sont clairement désavantagées, avec tout ce que cela implique pour la qualité de vie dans ces territoires, en termes d'accès à la santé et à l'éducation, de création d'entreprise, d'agriculture connectée et de hubs numériques).

Au cours de ces dernières années, le Réseau BCO a travaillé spécifiquement sur cette problématique. Trois groupes de travail ont ainsi examiné les modèles d'investissement pour le haut débit en milieu rural. Ces travaux ont été menés par un groupe de BCO nationaux et régionaux de plusieurs pays (Allemagne, Estonie, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Royaume-Uni et Suède). Dans un premier temps, le groupe a surtout axé ses travaux sur les zones rurales confrontées à des difficultés. De nombreuses zones rurales d'Europe sont en effet très dynamiques et hautement digitalisées. En revanche, les régions où les investissements dans le haut débit sont insuffisants doivent peut-être faire face à des obstacles démographiques, économiques ou géographiques qui découragent les investissements des opérateurs privés. Un des objectifs que l'UE s'est résolument fixé est de faire en sorte que ces zones bénéficient elles aussi d'une connectivité de qualité.<sup>(3)</sup> La question est ici de savoir comment y arriver.

Deux des groupes de travail ont analysé les trois grands modèles d'investissement décrits dans le « Guide des investissements dans le haut débit rapide ».<sup>(4)</sup> Ce guide fournit des conseils complets pouvant intéresser toute instance publique qui envisage d'affecter des fonds publics au



© Freepik

déploiement du haut débit. Les groupes de travail ont estimé que ce guide reposait sur une approche trop généraliste des investissements dans le haut débit, et ne prenait pas spécifiquement en compte les obstacles rencontrés par certaines régions rurales.

Le guide étant actuellement en cours de révision, les groupes de travail ont formulé des recommandations, à l'attention de la Commission européenne ainsi que des États membres. En voici les principales :

- le nouveau guide devrait tenir compte des spécificités des zones rurales en déclin ;
- les procédures d'approbation des aides d'État en faveur de projets locaux d'investissement devaient être facilitées ;

(1) <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/about-bco-network>

(2) <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-economy-and-society-index-desi>

(3) <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/broadband-europe>

(4) <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/broadband-investment-guide>





© Freepik

- les critères d'approbation des aides d'État pour les régions bénéficiant déjà de vitesses de téléchargement de 30 Mbps devraient être moins stricts ;
- Les États membres devraient mettre en place un cadre juridique autorisant les initiatives citoyennes à stimuler les investissements ; et
- Les États membres devraient mettre en place des cadres pour les aides publiques permettant aux petites localités de stimuler les investissements dans le haut débit.

Un autre groupe de travail s'est surtout penché sur les conditions d'octroi de l'aide publique. Face à l'ampleur de l'aide dont ont besoin de nombreuses régions rurales faiblement connectées, l'obtention d'aides publique est absolument essentielle. Dans le même temps, ces zones rurales ne sont souvent pas dotées d'une capacité administrative suffisante pour solliciter des aides d'État. Ce double obstacle – aide nécessaire et capacité administrative insuffisante – doit être levé. Les États membres pourraient par exemple mettre en place des cadres juridiques donnant aux petites localités rurales la liberté de soutenir les investissements, afin qu'elles

puissent se concentrer sur la technologie et le déploiement. Les BCO peuvent ici jouer un rôle clé en apportant le soutien juridique, technique et administratif dont les zones rurales peuvent avoir besoin.

#### **i** POUR EN SAVOIR PLUS

Le Réseau européen des BCO regroupe des autorités publiques nationales et régionales des États membres en charge du déploiement du haut débit pour leur permettre d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques avec des pairs, des experts et des représentants de la Commission européenne. Elles peuvent ainsi développer leurs capacités de façon à offrir à tous les citoyens de l'UE une connexion haut débit fiable et rapide. [www.bconetwork.eu](http://www.bconetwork.eu)

Guide des investissements dans le haut débit rapide : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/broadband-investment-guide>

Indice relatif à l'économie et à la société numériques (DESI) : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-economy-and-society-index-desi>

À LA UNE... LES RURAL INSPIRATION AWARDS 2020



## INTRODUCTION

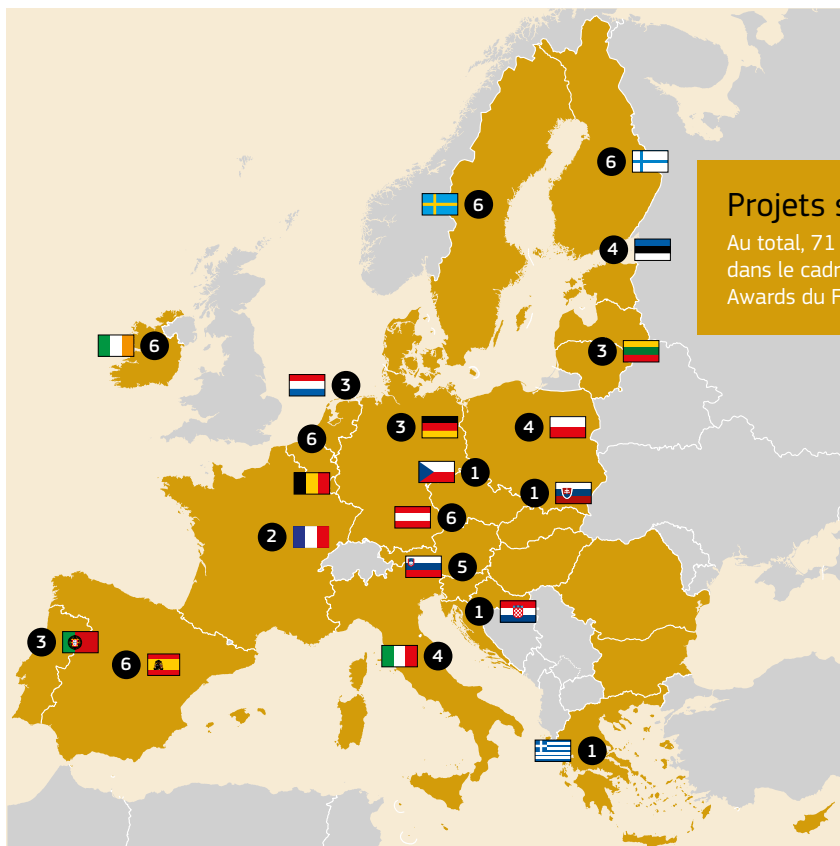
# Rural Inspiration Awards 2020

L'édition 2020 des Rural Inspiration Awards du REDR a mis à l'honneur et récompensé des projets financés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) qui mettent en avant la contribution de la politique de développement rural à la promotion de l'action pour le climat et de la bioéconomie dans les zones rurales. Au total, 71 dossiers de candidature ont été soumis, dans l'une des trois catégories thématiques : Bioéconomie, Adaptation au changement climatique et Atténuation du changement climatique (voir infographie ci-dessous).

Les Réseaux ruraux nationaux ont identifié et soumis des projets inspirants de leurs États membres respectifs. Les dossiers de candidature de ces projets ont été évalués par le Point de contact du REDR et ses experts, qui ont retenu 15 projets finalistes. Les lauréats

ont été sélectionnés par un jury technique, mais entre le 17 et le 25 juin 2020, le grand public a pu lui aussi voter en ligne et attribuer le Prix du public à un projet figurant parmi les finalistes. Les lauréats dans chacune des trois catégories ont été annoncés par Janusz Wojciechowski, commissaire à l'agriculture, lors de la cérémonie de remise de prix, organisée en ligne le 25 juin 2020.

Les 15 finalistes sont présentés aux pages 34-37, ce qui vous donnera une idée de l'impressionnant éventail d'initiatives dans le domaine de l'action climatique et de la bioéconomie bénéficiant du soutien du FEADER. Vous trouverez une description plus détaillée de ces projets sur le site web du REDR. Gardez un œil sur les publications du REDR : la prochaine brochure des projets du FEADER sera en effet dédiée à l'édition 2020 des Rural Inspiration Awards (RIA2020).



À LA UNE... LES RURAL INSPIRATION AWARDS 2020

## REPORTAGE

# Faire le lien entre l'environnement, la réforme de la PAC et le pacte vert pour l'Europe

Action pour le climat, ressources naturelles, biodiversité et paysages : tels sont certains des mots clés figurant dans les nouvelles propositions pour la PAC. Ces axes sont également au cœur des ambitions du pacte vert qui doit faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre à l'horizon 2050. Dans ce scénario, l'agriculture, la foresterie et les zones rurales sont appelées à jouer un rôle clé.

Le pacte vert pour l'Europe est une stratégie de croissance qui vise à aider l'UE à se transformer en une société équitable et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace et compétitive, avec des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles et une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources. L'objectif est aussi de préserver, sauvegarder et développer le capital naturel de l'UE, et de protéger la santé et le bien-être des citoyens des risques et des impacts en lien avec l'environnement.

Plusieurs politiques de l'UE contribueront à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe, notamment certains instruments et programmes qui concernent de près l'agriculture et les zones rurales : la nouvelle PAC, Horizon Europe, les fonds LIFE et le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Grâce à la nouvelle méthode de travail<sup>(1)</sup> proposée pour la future PAC et son « architecture verte », les systèmes agricoles, agroalimentaires et forestiers devraient pouvoir exploiter les défis de durabilité identifiés dans le pacte vert et promouvoir ainsi le développement de nouveaux modèles commerciaux verts.

Avec la nouvelle méthodologie de la PAC, le système de gouvernance, jusqu'ici basé sur le respect de règles, évoluera

et mettra l'accent sur la performance ou les résultats. L'idée est d'accorder plus de flexibilité aux États membres (et de leur laisser plus de compétences, en vertu du principe de subsidiarité) pour concevoir et mettre en œuvre leurs plans stratégiques nationaux pour la PAC, ce qui leur permettra de mieux répondre aux besoins de leur territoire et de réaliser les neuf objectifs clés définis au niveau européen.

L'architecture verte de la PAC de l'après-2020 est au cœur des objectifs environnementaux toujours plus ambitieux de la politique agricole. Elle confère aux États membres davantage de latitude et de responsabilités pour concevoir et financer leurs initiatives dans le domaine de l'environnement et de l'action climatique.<sup>(2)</sup> Ce système combine une série d'instruments, mis au point à partir de ceux dont la PAC dispose déjà :

- Une conditionnalité renforcée, qui fait le lien entre le soutien aux revenus, financé par l'UE, et les pratiques et normes agricoles respectueuses de l'environnement et du climat ;
- Des éco-dispositifs (« *eco-schemes* ») pour mobiliser de nouveaux financements et des mesures incitatives en faveur des pratiques agricoles respectueuses du climat et de l'environnement ;

(1) [https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap\\_fr](https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap_fr)

(2) [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs\\_20\\_910](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_20_910)



## PAC de l'après-2020 – 9 objectifs spécifiques



Assurer un  
revenu équitable  
aux agriculteurs



Agir contre le  
changement  
climatique



Soutenir le  
renouvellement  
des générations



Accroître la  
compétitivité



Protéger  
l'environnement



Dynamiser les  
zones rurales



Rééquilibrer  
les pouvoirs  
dans la chaîne  
d'approvisionnement  
alimentaire



Préserver les  
paysages et la  
biodiversité



Garantir la  
qualité des  
denrées  
alimentaires  
et la santé

© Union européenne 2020

- des mesures agroenvironnementales et climatiques assorties d'investissements ; et
- des services de conseil agricole pour informer les agriculteurs des nouveaux développements technologiques et scientifiques.

La Commission européenne a aussi présenté sa stratégie « De la ferme à la table » et sa stratégie en faveur de la biodiversité, qui font elles aussi partie du pacte vert pour l'Europe. Comme l'a affirmé Janusz Wojciechowski, commissaire à l'agriculture, « l'idée n'est pas de proposer une nouvelle politique agricole mais de réformer l'ensemble du système alimentaire de manière durable. L'objectif est de concevoir, d'ici à 2030, des systèmes alimentaires plus équitables, plus sains et plus respectueux de l'environnement dans l'UE. »<sup>(3)</sup>

En mai 2020, un document de travail des services de la Commission européenne, qui analyse les liens entre la réforme de la PAC et le pacte vert, a été publié.<sup>(4)</sup> Celui-ci a conclu que la proposition de réforme de la PAC est compatible avec les ambitions du pacte vert. Il indique également que pour

réaliser ces objectifs ambitieux, des points clés de la proposition doivent continuer à être analysés et débattus dans le cadre du processus de négociation et que certaines améliorations et initiatives pratiques s'imposent pour faciliter la réalisation des ambitions du pacte vert pour l'Europe.

Pour garantir un développement durable sur le plan environnemental, les ressources

doivent être utilisées de manière efficace et rationnelle. La nouvelle période de programmation de l'UE mettra à la disposition des secteurs agroalimentaire et agroforestier, ainsi que des communautés rurales, de nouveaux outils pour améliorer leur durabilité tout en améliorant leur compétitivité.



© Unsplash

(3) [https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/wojciechowski/announcements/speech-commissioner-wojciechowski-link-between-cap-reform-and-green-deal-european-parliament\\_en](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/wojciechowski/announcements/speech-commissioner-wojciechowski-link-between-cap-reform-and-green-deal-european-parliament_en)

(4) Commission européenne (2020). Analyse des liens entre la réforme de la PAC et le pacte vert pour l'Europe [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/sustainability\\_and\\_natural\\_resources/documents/analysis-of-links-between-cap-and-green-deal\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/sustainability_and_natural_resources/documents/analysis-of-links-between-cap-and-green-deal_en.pdf)



## RURAL INSPIRATION AWARDS 2020

# Finalistes et lauréats

Les trois catégories de l'édition 2020 des Rural Inspiration Awards (Bioéconomie, Atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique) sont axées sur des thèmes qui sont au cœur des priorités de la politique de développement rural de l'UE et au centre de l'agenda plus général de la communauté internationale et de l'UE. Les prix décernés montrent comment le soutien du FEADER au titre des programmes de développement rural 2014-2020 se traduit déjà par des améliorations dans ces domaines, complétant ainsi les travaux du groupe thématique « Bioéconomie et action climatique dans les zones rurales » du REDR.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez un résumé des 15 projets finalistes ainsi que les lauréats dans chacune des catégories. Pour en savoir plus, consultez la section Projets et Pratiques sur le site web du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice_fr)

### POUR EN SAVOIR PLUS

Pour en savoir plus sur les finalistes des RIA2020 et visionner la cérémonie de remise des prix : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural-inspiration-awards-2020\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural-inspiration-awards-2020_en)

Lisez la Brochure des projets du FEADER « Rural Inspiration Awards 2019 » pour en savoir plus sur la première édition de ces prix : [https://enrd.ec.europa.eu/publications/eafnd-projects-brochure-rural-inspiration-awards-2019\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/publications/eafnd-projects-brochure-rural-inspiration-awards-2019_en)

## CATÉGORIE BIOÉCONOMIE

Les projets/actions finalistes de cette catégorie sont axés sur la production de ressources biologiques renouvelables et sur la transformation de ces ressources et des flux de déchets en produits à haute valeur ajoutée, tels que des produits alimentaires, des aliments pour animaux ainsi que des bioproduits et la bioénergie.

### PROJETS

#### 1. Vielfalter – Kalkalpen National Park Start-Up Challenge, Autriche.



© Vielfalter

Organisation d'un concours pour soutenir et encourager les entreprises et leurs projets durables dans le secteur du tourisme, de la santé, de l'agriculture et de la foresterie dans le Parc national de Kalkalpen, Autriche.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/vielfalter-kalkalpen-national-park-start-challenge\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/vielfalter-kalkalpen-national-park-start-challenge_en)

#### 2. Aardbeitrayveld – Plateaux surélevés pour la production de fraises, Belgique



© Aardbeitrayveld

L'utilisation de plateaux surélevés et l'automatisation de certaines tâches de gestion ont permis de diminuer la dépendance de la culture des fraises vis-à-vis des intrants externes et la réutilisation des eaux d'irrigation.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/aardbeitrayveld-elevated-trays-strawberries\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/aardbeitrayveld-elevated-trays-strawberries_en)

#### 3. Järviuoko – Développer la récolte et l'utilisation du roseau commun, Finlande



© Järviuoko

En Finlande, une initiative-pilote de récolte hivernale du roseau commun améliore la disponibilité de ressources durables, avec un impact positif sur l'environnement.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/jarviuoko-developing-harvesting-and-use-common-reed\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/jarviuoko-developing-harvesting-and-use-common-reed_en)

#### 4. Brickz, agent naturel d'amélioration des sols, Pays-Bas



© Brickz

La production d'un engrais à partir de déchets de biomasse, utilisé pour favoriser la croissance des arbres tout en améliorant à terme la qualité des sols, a permis à des organismes de protection de la nature et à des pépinières de réaliser d'importantes économies.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/brickz-natural-soil-improver\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/brickz-natural-soil-improver_en)

#### 5. Hiša vin Kokol – Renaissance de vignobles, Slovénie



© Hiša vin Kokol

Grâce à ce projet, une exploitation familiale a pu bénéficier de techniques de production viticole encore plus respectueuses de la nature, des méthodes de transformation « zéro déchet » étant utilisées pour valoriser de manière durable et circulaire les sous-produits du raisin. Les semences, l'huile et la farine vendues par cette exploitation ont beaucoup de succès chez les consommateurs.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/hisa-vin-kokol-rebirth-vine-grapes\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/hisa-vin-kokol-rebirth-vine-grapes_en)

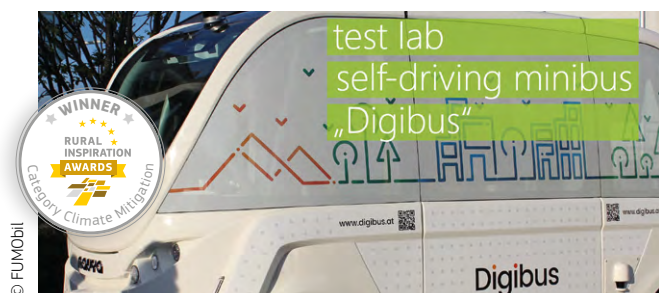


## CATÉGORIE ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les projets/initiatives finalistes de cette catégorie sont axés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou sur l'élimination du dioxyde de carbone de l'atmosphère.

### PROJETS

#### 1. FUMObil – Plan directeur régional pour la mobilité future, Autriche



© FUMObil

Développement d'un plan régional axé sur le transport et la mobilité durables grâce à l'analyse coordonnée de données, la coopération multiacteurs et des solutions innovantes visant à améliorer l'inclusivité.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fumobil-regional-masterplan-future-mobility\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fumobil-regional-masterplan-future-mobility_en)

#### 2. Hiiltä sitovat kylät – Des villages qui séquestrent et stockent le carbone, Finlande



© Hiiltä sitovat kylät

Des communautés coopèrent pour concevoir ensemble des initiatives innovantes et adaptées au contexte local visant à atténuer le changement climatique dans les zones rurales de Finlande.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/finnish-villages-sequestering-and-storing-carbon-hiilta-sitovat-kylat\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/finnish-villages-sequestering-and-storing-carbon-hiilta-sitovat-kylat_en)

#### 3. Ferme biodynamique de Črnelič, Slovénie



© Črnelič

Des fermes biodynamiques et de production biologique ont décidé de coopérer pour acheter ensemble du matériel agricole permettant d'améliorer la qualité des sols, de réduire la pollution et de maximiser la capacité de stockage de leurs sols, pour en faire des puits de carbone.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/cernelic-biodynamic-farm-0\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/cernelic-biodynamic-farm-0_en)

#### 4. ENFOCC – Énergie, Forêts et Changement climatique, Espagne



© ENFOCC

Création d'opportunités locales dans le domaine des énergies renouvelables grâce à l'échange d'expériences, au renforcement des capacités et à une formation dans le domaine de la gestion durable des forêts et la transition énergétique.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/enfocc-energy-forest-and-climate-change-0\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/enfocc-energy-forest-and-climate-change-0_en)

#### 5. Klimatkollen i Greppa Näringen – Des services de conseil gratuits et personnalisés sur le changement climatique pour les agriculteurs, Suède



© Klimatkollen

Grâce à des conseils ciblés sur les mesures d'atténuation du changement climatique, des agriculteurs parviennent à diminuer efficacement leurs émissions de gaz à effet de serre.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/klimatkollen-i-greppa-naringen-sweden-offers-farmers-free-tailored-advice-climate\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/klimatkollen-i-greppa-naringen-sweden-offers-farmers-free-tailored-advice-climate_en)

## CATÉGORIE ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les prix de cette catégorie récompensent des projets qui contribuent à améliorer la résilience de l'agriculture et de la foresterie en Europe, face à l'impact négatif du changement climatique

### PROJETS

#### 1. Ekofarma Petra Marada – Une entreprise agroenvironnementale axée sur l'adaptation au changement climatique, Tchéquie



© Ekofarma Petra Marada

Une éco-ferme met en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques pour développer des services écosystémiques et l'adaptation au changement climatique sur site tout en encourageant l'adoption à grande échelle de ces mesures par la communauté agricole.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/agri-environment-business-focused-adaptation-climate-change-ekofarma-petra-marada\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/agri-environment-business-focused-adaptation-climate-change-ekofarma-petra-marada_en)

#### 2. OSMO – Échange de savoir-faire et d'outils pour une gestion des terres agricoles efficace en ressources, Finlande



© OSMO

Grâce à l'apprentissage collaboratif et à des outils d'évaluation de la santé des sols, des agriculteurs parviennent à mieux comprendre les problèmes et à identifier des stratégies de gestion alternative.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/osmo-sharing-know-how-and-tools-resource-efficient-agricultural-soil-management\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/osmo-sharing-know-how-and-tools-resource-efficient-agricultural-soil-management_en)

#### 3. BIOCONVITO – Introduire et tester des techniques biologiques de lutte contre les nuisibles dans le secteur viticole toscan, Italie



© BIOCONVITO

Une approche multiacteurs coordonnée, axée sur la formation, le transfert de technologies et la prise de décisions aide le secteur viticole toscan à identifier des techniques alternatives de lutte contre les nuisibles et à diminuer l'utilisation de pesticides.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/introducing-and-testing-biological-pest-control-techniques-wine-producing-sector\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/introducing-and-testing-biological-pest-control-techniques-wine-producing-sector_en)

#### 4. ECOPIONET – Innovation et bioéconomie en milieu rural, Espagne



© ECOPIONET

Mise en place d'un réseau d'échange de connaissances pour stimuler la collaboration et les échanges multiacteurs autour du thème de l'agriculture biologique.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/ecopionet-innovation-and-bioeconomy-rural-environment\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/ecopionet-innovation-and-bioeconomy-rural-environment_en)

#### 5. Go Setos – Des haies polyvalentes pour un paysage et une agriculture durables, Espagne



© Go Setos

Des agriculteurs, des chercheurs et d'autres acteurs du développement rural coopèrent afin de promouvoir l'utilisation de haies polyvalentes, une méthode qui apporte des avantages sur le plan environnemental, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ce phénomène.

Plus d'info : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/go-setos-multifunctional-borders-sustainable-landscape-and-agriculture\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/go-setos-multifunctional-borders-sustainable-landscape-and-agriculture_en)



À LA UNE... LES RURAL INSPIRATION AWARDS 2020

## REPORTAGE

# Réseaux ruraux nationaux, bioéconomie et changement climatique : le point

Les réseaux de développement rural participent chacun à leur manière au développement de la bioéconomie et à l'action pour le climat. Nous avons demandé à quatre réseaux ruraux nationaux de décrire leurs principales activités dans ces domaines et de nous expliquer dans quelle mesure les Rural Inspiration Awards soutiennent leurs efforts, de manière concrète. .



## AUTRICHE : LA RECHERCHE, LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE LA BIOÉCONOMIE

Article basé sur un entretien avec Michael Fischer (Réseau rural national) et Bernhard Zenz (ministère fédéral de l'agriculture, Autriche)

L'élaboration de la stratégie autrichienne « Recherche, Technologie et Innovation (RTI) au service de la Bioéconomie », en 2018, a été une activité phare du RRN

autrichien dans le domaine de l'action pour le climat. Cette stratégie identifie des domaines thématiques en lien avec la RTI au service de la bioéconomie ainsi que des mesures spécifiques pour améliorer la visibilité internationale de la capacité de recherche de l'Autriche dans ce domaine. Ce document a aussi alimenté la stratégie autrichienne intégrée pour la bioéconomie,<sup>(1)</sup> publiée en 2019. Les mesures définies dans cette stratégie seront intégrées dans le Plan stratégique autrichien pour la nouvelle PAC (PAC de l'après-2020).

La bioéconomie trouve généralement un écho favorable en Autriche ; elle y est en effet perçue comme un outil clé de la lutte contre l'impact du changement climatique. Ce thème a fait l'objet de diverses conférences, notamment une conférence dédiée à la bioéconomie (novembre 2018) ainsi qu'une session parallèle lors du



© Unsplash

(1) <https://www.bmbwf.gv.at/en/Topics/Research/Research-in-Austria/Strategic-focus-and-advisory-bodies/Strategies/Bioeconomy-Strategy.html>



Sommet mondial autrichien (mai 2019), toutes deux organisées à Vienne.

Ses richesses naturelles, ses entreprises innovantes et ses instituts de recherche renommés font de l'Autriche un site d'implantation idéal pour les entreprises actives dans le secteur de la bioéconomie. L'industrie des pâtes et papiers, la construction en bois et la combustion de biomasse pour le chauffage urbain comptent parmi ses atouts spécifiques. Vu la nécessité d'identifier des multiplicateurs régionaux capables de promouvoir la bioéconomie et les questions qui y sont liées (ressources renouvelables, protection du climat, régionalisme et création de valeur au niveau local par exemple), la communication joue un rôle fondamental.

Le RRN estime que la participation aux RIA2020 pourrait améliorer la visibilité des activités et projets existants et favoriser la création d'une vision commune de la bioéconomie et des questions connexes. Voici ce qu'en dit Michael Fischer : « Les RIA2020 peuvent réellement contribuer à la diffusion de la bioéconomie. Ce prix est en effet une occasion de présenter des idées et des solutions innovantes mais aussi d'atteindre tous les acteurs concernés pour les inciter à mettre en œuvre leurs propres idées et solutions fondées sur la bioéconomie. »

En 2019, le projet autrichien « Zeitgeist Enns » (Des boutiques éphémères pour revitaliser une petite ville) a bénéficié d'une importante couverture médiatique après avoir remporté le Prix du public des Rural Inspiration Awards – et reçu les félicitations du président autrichien. Nous espérons que cette nouvelle édition offrira encore davantage de visibilité aux projets candidats d'Autriche.

Pour en savoir plus

- Plus d'info sur le Réseau rural autrichien : [https://enrd.ec.europa.eu/networking/nm-profiles/austrian-rural-network\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/networking/nm-profiles/austrian-rural-network_en)
- « Zeitgeist Enns », lauréat du Prix du public des RIA2019 : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/zeitgeist-enns-pop-shops-concept\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/zeitgeist-enns-pop-shops-concept_en)



© Unsplash



## ESPAGNE : RASSEMBLER ET PARTAGER DES PROJETS

**Cet article est basé sur un entretien avec Jorge Cuevas Moreno (Réseau rural national espagnol) et Cecilia Bretal (Autorité de gestion pour la mesure 16 du PDR espagnol)**

L'Espagne s'est déjà dotée d'une stratégie nationale en faveur de la bioéconomie, à laquelle s'ajoute une série de stratégies régionales dans ce domaine, déjà publiées ou en cours d'élaboration. La stratégie nationale en faveur de la bioéconomie, publiée en 2015, couvre l'ensemble du secteur agroalimentaire (agriculture, élevage, pêche, aquaculture, transformation alimentaire et commercialisation), ainsi que la foresterie, les bioindustries et le secteur de la bioénergie.

Cette stratégie vise à stimuler l'activité économique, la compétitivité et la durabilité des secteurs de la bioéconomie, en encourageant le développement et l'utilisation des technologies à travers des collaborations entre le secteur des sciences et des technologies et les entreprises espagnoles. Un autre objectif est le développement compétitif de nouveaux secteurs industriels et de nouvelles formations professionnelles.

L'Espagne peut ici compter sur un potentiel considérable, qui doit lui permettre d'augmenter l'utilisation de la biomasse, tant pour le secteur de la bioénergie que pour les bioproduits. Elle sera ainsi en mesure de limiter sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles et de faciliter sa transition vers une économie circulaire. Une meilleure identification des projets pertinents pourrait contribuer à relever certains défis faisant obstacle au développement de la bioéconomie en Espagne, tels que l'absence d'un consensus sur la définition même et la portée de la bioéconomie, la nécessité de nouveaux investissements (publics et privés) en recherche & développement, le manque de sensibilisation des producteurs primaires aux avantages de la bioéconomie et la nécessité de renforcer la collaboration entre les acteurs des chaînes de valeur.

La participation aux Groupes opérationnels (GO) du PEI-AGRI est l'un des moyens qui doit permettre à l'Espagne de réaliser les objectifs de sa stratégie nationale pour la bioéconomie. Le Réseau rural national espagnol a ainsi utilisé ces GO pour rassembler des bonnes pratiques et des projets d'innovation dans le domaine de la bioéconomie et du changement climatique, ainsi que de la biodiversité et de l'environnement. Il a aussi conçu une fonctionnalité de « recherche thématique » pour faciliter la recherche de projets financés par le FEADER dans sa base de données en ligne.

L'autorité de gestion a soutenu des projets innovants directement ou indirectement liés à la bioéconomie en lançant deux appels à projets, l'un en 2018 et l'autre en 2019. Un troisième appel à projets a en outre été lancé en 2020.

Le RRN espagnol met également en œuvre des activités de diffusion et de communication, avec notamment des publications et des événements. On retiendra surtout la conférence espagnole « La bioéconomie circulaire au service du développement rural grâce à la biomasse », organisée en juin 2019. Un autre webinaire dédié à la bioéconomie a également eu lieu en 2020.

Enfin, l'autorité de gestion et le RRN participent aussi activement aux activités du REDR, notamment par le biais de son groupe thématique dédié à la bioéconomie et l'action pour le climat.

En sélectionnant des projets pour les RIA2020, le RRN espagnol a pu identifier d'importants projets d'intérêt général. Espérons qu'ils bénéficieront d'une grande visibilité et qu'ils inspireront d'autres acteurs, à l'instar du projet espagnol « Agroberrry », lauréat d'un RIA2019 dans la catégorie « Améliorer la compétitivité ».

Pour en savoir plus :

- Plus d'info sur le Réseau rural espagnol : [https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrm-profiles/spanish-rural-network\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrm-profiles/spanish-rural-network_en)
- Stratégie espagnole en faveur de la bioéconomie : [http://www.redruralnacional.es/documents/10182/635989/WEB-paginas\\_BBPP\\_INGLES\\_1576658042909.pdf/66d5ec78-4510-4265-b822-ac475c353126?t=1576658042911](http://www.redruralnacional.es/documents/10182/635989/WEB-paginas_BBPP_INGLES_1576658042909.pdf/66d5ec78-4510-4265-b822-ac475c353126?t=1576658042911)
- Stratégie andalouse en faveur de la bioéconomie circulaire : <http://www.bioeconomiaandalucia.es/en/la-eab2030>
- Bonnes pratiques et projets d'innovation dans le domaine de la bioéconomie et du changement climatique : [http://www.redruralnacional.es/documents/10182/635989/WEB-paginas\\_BBPP\\_INGLES\\_1576658042909.pdf/66d5ec78-4510-4265-b822-ac475c353126?t=1576658042911](http://www.redruralnacional.es/documents/10182/635989/WEB-paginas_BBPP_INGLES_1576658042909.pdf/66d5ec78-4510-4265-b822-ac475c353126?t=1576658042911)
- Le projet Agroberrry – Original from Zamora : [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/agroberrry-original-zamora\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/agroberrry-original-zamora_en)



## WALLONIE (BELGIQUE) : SMALL IS BEAUTIFUL

Article basé sur un entretien avec  
Xavier Delmon (Réseau rural wallon)

Dans le domaine de l'action pour le climat, la Wallonie a principalement utilisé la mesure 6.4b du PDR – Soutien aux investissements réalisés par des entreprises dans des secteurs non-agricoles ou par des agriculteurs dans la biométhanisation – et les mesures 4.1 et 4.2 – Investissements dans les exploitations agricoles et Investissements dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Voilà pour le FEADER. Mais la Région wallonne a aussi utilisé d'autres programmes de financement pour soutenir la bioéconomie, notamment en vue de promouvoir la chimie verte, les matériaux de construction novateurs et les technologies respectueuses de l'environnement ainsi que la recherche sur l'extraction de molécules du bois et sur le développement de la biomasse, et les labels de certification.

La Belgique est un petit pays (dont la Wallonie n'est qu'une partie) et son marché est donc limité. Le coût de la recherche et des investissements en faveur de la

bioéconomie est généralement élevé – un obstacle majeur à la mise en œuvre d'actions de ce type. Il n'empêche que différentes initiatives intéressantes sont actuellement mises en œuvre.

GreenWin est un pôle innovant et compétitif de technologies respectueuses de l'environnement, mis en place par le Gouvernement wallon et dédié à l'économie verte et au développement durable. En 2013, GreenWin s'est associé à d'autres partenaires publics et privés pour lancer la stratégie du « Coq vert »<sup>(2)</sup> et créer un cluster d'éco-construction – un réseau d'entreprises et d'experts actifs dans ce domaine. Ce réseau a pour mission de sensibiliser le grand public, d'informer et d'organiser des formations. Il représente le secteur dans les concertations avec les autorités publiques et encourage le développement économique de l'éco-construction.

Dans le secteur de la foresterie, les projets « Fichier écologique des essences » et « Arboretums » font figure d'exemple. Le premier propose un outil interactif permettant d'optimiser la sélection d'essences pour une zone donnée. Il aide les responsables forestiers et les gestionnaires de zones naturelles à prendre des décisions bien documentées. Le projet Arboretums est mis en œuvre par la Société Royale Forestière de Belgique (propriétaires privés) et vise à tester de nouvelles essences à travers un réseau de parcelles pilotes réparties sur le territoire national. Le suivi continu des plantations



© Biowanze

(2) Le « Coq vert » est une initiative lancée en 2013 par un partenariat public-privé. Au travers de ce projet, les partenaires entendent contribuer au développement d'une économie bio-basée forte et compétitive en Wallonie, en suscitant de nouveaux projets dans l'industrie chimique et en particulier la chimie végétale : <http://www.coqvert.be/en>



permettra aux prochaines générations de sylviculteurs de planter les essences les plus prometteuses.

Le Réseau rural wallon participe activement au groupe thématique « Bioéconomie et action pour le climat » du REDR, dont il a co-organisé la quatrième réunion (le 28 avril 2020). Cet événement a été l'occasion de présenter deux autres projets financés par le FEADER : « Galactic » (production d'acide lactique, de lactates et d'une gamme diversifiée d'autres produits innovants) et « Biowanze » (production de bioéthanol).

Même si aucun projet wallon ne s'est hissé parmi les finalistes des RIA2020, l'expérience de la précédente édition montre toute l'importance d'un concours de ce type pour renforcer la visibilité et améliorer la promotion et la diffusion des meilleures pratiques européennes.

Pour en savoir plus :

- Plus d'info sur le Réseau rural wallon : [https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/belgium-walloon-rural-network\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/belgium-walloon-rural-network_en)
- 4<sup>e</sup> réunion du Groupe thématique « Bioéconomie et action climatique dans les zones rurales » du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/4th-enrd-thematic-group-meeting-bioeconomy-and-climate-action-rural-areas-webinar\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/4th-enrd-thematic-group-meeting-bioeconomy-and-climate-action-rural-areas-webinar_fr)
- Pôle GreenWin: <https://www.greenwin.be/fr/>
- Cluster Éco-construction: <http://clusters.wallonie.be/ecoconstruction-fr/>
- Fichier écologique des essences : <https://fichierologique.be>
- Projet Arboretums : <https://www.srfb.be/arboretums/>
- Projet Galactic : <https://www.lactic.com/en-us/home.aspx>
- Projet Biowanze : <https://www.biowanze.be/fr/BioWanze/De-toegevoegde-waarde-voor-Belgie/>



© Slovenian National Rural Network



## SLOVÉNIE : PRIORITÉ À LA SENSIBILISATION

Article basé sur un entretien avec Matej Štepec, Réseau rural national slovène

Le changement climatique et la bioéconomie sont des thèmes de plus en plus à l'ordre du jour en Slovénie. L'agriculture biologique est le secteur le plus important en lien avec ces thématiques. Fort d'importantes ressources naturelles, de paysages diversifiés et d'une riche biodiversité, ce pays est idéalement placé pour développer avec succès l'agriculture biologique. Les consommateurs slovènes y sont favorables, car ils y voient un type d'agriculture qui produit des aliments sains et de qualité, capable d'atténuer le changement climatique.

Les chiffres confirment d'ailleurs cette tendance positive. En 2019, les exploitations d'agriculture biologique représentaient 5,4% de la totalité des exploitations du pays et couvraient une superficie équivalente à 10,4% des terres agricoles. Cependant, le plein développement de l'agriculture biologique nécessite davantage de cultures, une participation mieux organisée des agriculteurs biologiques au marché et une plus grande sensibilisation des producteurs mais aussi des consommateurs.

Voilà pourquoi le RRN slovène travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'agriculture, en particulier avec les services en charge de l'agriculture biologique, ainsi qu'avec les partenaires de son réseau. L'objectif est de sensibiliser les consommateurs et les producteurs à l'importance de l'agriculture biologique. À cette fin, le RRN a organisé plusieurs événements à destination du grand public, ainsi que des débats et des consultations sur l'agriculture biologique.

Conscient de l'importance primordiale d'un contact direct avec les agriculteurs et le grand public, le RRN a aussi participé à des salons de l'agriculture dans le pays, afin de sensibiliser le public à l'agriculture biologique. Il a aussi organisé des visites d'étude en Allemagne, au Salon international du bio « Biofach » et dans l'entreprise d'agriculture biologique Herrmannsdorfer.

La participation aux RIA2020 a offert au RRN une excellente occasion d'analyser des projets slovènes à la pointe de la bioéconomie et de découvrir des projets d'autres États membres dans ce domaine, afin de mieux comprendre le contexte et de s'associer à différentes institutions nationales, notamment celles participant à des projets Horizon2020. C'est là une première étape clé pour améliorer la visibilité de cette thématique et mieux sensibiliser à son importance.

Pour en savoir plus :

- Plus d'info sur le Réseau rural national slovène : [https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/slovenian-national-rural-network\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/slovenian-national-rural-network_en)





© Unsplash



## FINLANDE : VERS UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

Article basé sur un entretien avec Sinikka Torssonen (Réseau rural national) et Marja-Liisa Tapio-Biström (autorité de gestion du PDR de Finlande continentale)

La stratégie finlandaise en faveur de la bioéconomie a été conçue pour aider le pays à devenir une société sobre en carbone et efficace en ressources grâce à une économie durable. Le RRN et le ministère de l'agriculture et de la foresterie (autorité de gestion) ont mis en avant quelques-uns des 26 projets phares qui traduisent cette stratégie en actions et mesures concrètes.

Le projet « Recycler les nutriments pour des eaux plus propres » soutient la promotion de technologies innovantes pour la transformation de fumier, de déchets de biomasse et de résidus de processus industriels en engrais biologique, fabriqué par des petites et moyennes entreprises.

Dans les écoles d'agronomie et les universités, certains cours et programmes d'études couvrent désormais le cycle des nutriments, les énergies renouvelables, les mesures en faveur du climat et les pratiques durables. Un réseau d'universités et d'instituts de formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture a été mis en place. Il se compose de fermes-écoles et de fermes de recherche qui adaptent leurs activités en vue d'une utilisation plus efficace des ressources.

Enfin, le PDR de Finlande continentale a investi au total 6,5 millions d'euros dans des projets axés sur le cycle des nutriments et la protection des eaux dans les territoires vulnérables, en particulier dans la région de l'Archipel finlandais (un bras de la mer Baltique), dont les eaux souffrent depuis longtemps de l'impact de l'élevage.

Du temps, des ressources et des innovations technologiques sont nécessaires pour induire un véritable changement systémique. La situation économique précaire des exploitations agricoles peut ralentir l'adoption de technologies innovantes, mais la Finlande poursuit vaillamment sur cette voie. Nul doute que les Rural Inspiration Awards 2020 contribueront à donner davantage de visibilité aux actions efficaces dans le domaine de la bioéconomie, et qu'avec

une communication de qualité, ils sensibiliseront les acteurs du monde rural à l'importance de tels projets.

Pour en savoir plus :

- Plus d'info sur le Réseau rural finlandais : [https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/finnish-rural-network\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles/finnish-rural-network_en)
- Stratégie finlandaise en faveur de la bioéconomie : [https://www.biotalous.fi/wp-content/uploads/2014/08/The\\_Finnish\\_Bioeconomy\\_Strategy\\_110620141.pdf](https://www.biotalous.fi/wp-content/uploads/2014/08/The_Finnish_Bioeconomy_Strategy_110620141.pdf)
- Projet « Recycler des nutriments pour des eaux plus propres » : <https://mmm.fi/en/recyclenutrients>
- Réseau de fermes pédagogiques et d'établissements d'enseignement économes en nutriments et énergie : <http://ravinnejaenergia.fi/fi/etusivu/>
- Investissements spéciaux dans le recyclage des nutriments au titre du PDR finlandais : <https://www.maaseutu.fi/maaseutuverkosto/teemat/ympariston-tilan-parantaminen/erityispanostus-ravinteiden-kierratykseen>

# Ouvrages & publications

## Rapport 2020 sur les politiques alimentaires mondiales

Mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs

**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)**

Dans cette nouvelle édition du rapport, les chercheurs de l'IFPRI – l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires – analysent l'évolution récente des systèmes

alimentaires et de la sécurité alimentaire région par région et fournissent des analyses et des recommandations autour de thèmes stratégiques sélectionnés.

Le thème général de cette édition 2020, « Mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs » s'intéresse à ce qu'il faut faire pour que les populations marginalisées et vulnérables puissent profiter des avantages et des opportunités

offerts par les systèmes alimentaires. La création de systèmes alimentaires réellement inclusifs nécessite d'améliorer la participation des familles de petits exploitants aux chaînes de valeur. La biofortification et d'autres stratégies intégrant agriculture et nutrition sont ici bien placées pour soutenir l'inclusion des systèmes alimentaires.

ISBN 978-0-89629-367-0

<http://gfpr.ifpri.info/>



## Étude sur la valeur économique des labels de qualité de l'UE, des indications géographiques (IG) et des spécialités traditionnelles garanties (STG)

**Commission européenne**

Cette étude a recueilli des données économiques sur chacun des 3207 produits protégés par une Indication géographique (IG)/ une spécialité traditionnelle garantie (STG) dans l'UE au cours de la période 2011-2017. Elle couvre quatre catégories de produits enregistrés sous ces indications : les produits agricoles et les denrées alimentaires, les vins, les boissons spiritueuses et les vins aromatisés. Les données pour chaque IG/STG ont été intégrées dans une base de données et agrégées aux niveaux sectoriel et géographique.

ISBN 978-92-76-09889-8

<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a7281794-7ebe-11ea-aea8-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-133915048>



## Facing the challenges of broadband deployment in rural and remote areas (« Relever les défis du déploiement du haut débit dans les zones rurales et reculées »)

**Commission européenne**

Ce manuel, préparé par la Commission européenne et publié par le Mécanisme de soutien des Bureaux de compétences en matière de haut débit (BCO-SF) s'adresse aux décideurs politiques du monde rural et aux gestionnaires de projet de haut débit qui souhaitent déployer des réseaux à haut débit dans des territoires ruraux ou reculés, de manière efficace et rentable. Il entend ainsi aider ces régions à remédier à la fracture numérique qui handicape leurs citoyens, leurs communautés et leurs activités économiques, en examinant plus attentivement les facteurs de succès et les bonnes pratiques mises en œuvre par 12 projets de haut débit en milieu rural (études de cas).

<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/broadband-handbook-facing-challenges-broadband-deployment-rural-and-remote-areas>



## Littérature grise sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'agriculture et le développement rural

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes



L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) a rassemblé des ouvrages et documents de la « littérature grise » (littérature produite par des éditeurs non-commerciaux tels que des instances publiques, des universités, des instituts de recherche et la société civile) sur l'égalité entre les hommes et les femmes de toute l'Union. Cette littérature grise sur l'égalité est ainsi facilement accessible.

L'agriculture est l'une des activités les plus anciennes et les plus répandues dans le monde. Pourtant, des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes subsistent, que ce soit en termes d'emploi, de rémunérations ou d'accès aux postes de décision. L'agriculture a un rôle essentiel à jouer dans la production alimentaire, la protection de l'environnement, la préservation des paysages, l'emploi rural et la sécurité alimentaire. Il est donc capital d'intégrer la dimension de genre dans ce secteur.

ISBN 978-92-9482-187-4

<https://eige.europa.eu/publications/grey-literature-agriculture-and-rural-development/>

## Boosting ecological restoration for a wilder Europe (Stimuler le rétablissement écologique pour réensauvager l'Europe)

Mettre le pacte vert au service de la nature

Ce briefing propose des priorités de politique et des solutions pour restaurer la nature en Europe et influencer l'agenda européen de rétablissement écologique. Il promeut les principes de ré-ensauvagement et la création d'un « Réseau écologique en Europe » cohérent pour orienter le débat politique.

Ce document a été préparé par le Bureau européen de l'environnement, en coopération avec des organisations telles que Rewilding Europe, le WWF (European Policy Office), BirdLife Europe & Central Asia, le Centre allemand de recherche intégrée sur la biodiversité (iDiv) et la



Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg.

ISBN 978-3-9817938-5-7

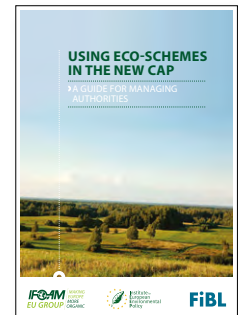
<https://eeb.org/library/wilder-europe-briefing/>

## Using eco-schemes in the new CAP (« Utilisation des éco-dispositifs dans la nouvelle PAC »)

Guide pour les autorités de gestion

IFOAM EU

Ce guide, produit par l'IFOAM (une organisation réunissant 214 membres de 34 pays actifs dans l'agriculture biologique), s'adresse en particulier aux décideurs politiques et aux fonctionnaires des États membres associés à la gestion des programmes nationaux et régionaux en vue de l'élaboration des plans stratégiques pour la PAC.



Il vise également à aider d'autres acteurs et praticiens des secteurs public et privé, ainsi que des membres de la société civile (notamment les ONG dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et de la protection des consommateurs) associés directement ou indirectement aux processus de programmation ou d'évaluation des plans stratégiques pour la PAC.

<https://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/ifoam-eco-schemes-web.pdf>

## Integration of migrants in middle and small cities and in rural areas in Europe (« Intégration des migrants dans les petites villes, les villes de taille moyenne et les régions rurales d'Europe »)

Comité européen des régions

Les petites villes, les villes de taille moyenne et les régions rurales d'Europe sont de plus en plus appelées à répondre aux besoins des migrants et des réfugiés et à développer et à mettre en œuvre des programmes d'intégration pour leurs « nouveaux résidents ». Ce rapport préparé par le Comité européen des régions analyse le contexte dans lequel ces mesures sont mises en œuvre, les structures utilisées ainsi que la nature des initiatives. Il formule également une série de remarques générales sur ces mesures.

ISBN 978-92-895-1043-1

<https://cor.europa.eu/en/our-work/Pages/cities-and-regions-for-integration.aspx> (cliquez sur la section « Études »)





# PUBLICATIONS DU REDR

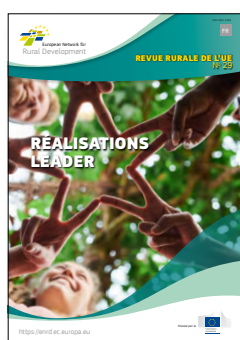
Restez au courant des dernières nouvelles, des points de vue et des évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles dans la section «Publications» à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu> en complétant le formulaire en ligne disponible à l'adresse [https://enrd.ec.europa.eu/publications/search\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/search_fr)

## REVUE RURALE DE L'UE

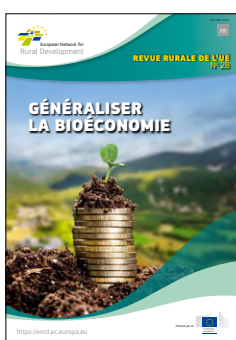
La Revue rurale de l'UE est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et les connaissances les plus récentes sur un thème particulier ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes couverts vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité des aliments au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues de l'UE (DE; EN; ES; FR; IT; PL).

### N° 29 – Réalisations LEADER



KF-AJ-19-002-FR-N

### N° 28 – Généraliser la bioéconomie



KF-AJ-19-001-FR-N

### N° 27 – Mise en réseau



KF-AJ-19-002-FR-N

## BROCHURE DES PROJETS DU FEADER

Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets de qualité financés par le FEADER. Chaque numéro est consacré à une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du FEADER et d'inspirer de nouveaux projets. Elles sont publiées en six langues de l'UE (DE; EN; ES; FR; IT; PL).

### Dynamiser les zones rurales



KF-AP-20-001-FR-N

### Rural Inspiration Awards 2019



KF-AP-19-002-FR-N

### Bioéconomie



KF-AP-19-001-FR-N

## COMMENT TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UNION EUROPÉENNE?

### En ligne

- Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse: [https://europa.eu/european-union/index\\_fr](https://europa.eu/european-union/index_fr)

### Publications de l'Union européenne

- Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à l'adresse <https://op.europa.eu/fr/publications>
- Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local ([https://europa.eu/european-union/contact\\_fr](https://europa.eu/european-union/contact_fr)).

# Le REDR en ligne



Visitez le site web du REDR

 <https://enrd.ec.europa.eu>

Abonnez-vous à la lettre d'information du REDR

 [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter_en)

Suivez le REDR sur les réseaux sociaux

 [www.facebook.com/ENRD\\_CCP](http://www.facebook.com/ENRD_CCP)

 [www.twitter.com/ENRD\\_CP](http://www.twitter.com/ENRD_CP)

 [www.linkedin.com/company/enrd-contact-point](http://www.linkedin.com/company/enrd-contact-point)

 [www.youtube.com/user/EURural](http://www.youtube.com/user/EURural)

 [www.instagram.com/enrdcp](http://www.instagram.com/enrdcp)

ENRD Contact Point  
Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)  
1040 Bruxelles/Brussel  
BELGIQUE/BELGIË  
Tel. +32 2 801 38 00  
[info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu)



Office des publications  
de l'Union européenne

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for  
Rural Development